

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4132

[2009/205876]

10 DECEMBRE 2009. — Décret d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Précompte immobilier*

Article 1^{er}. A l'article 255 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par le décret du 27 avril 2006, il est ajouté un § 3, rédigé comme suit :

"§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le précompte immobilier s'élève, pour les biens immobiliers dont la rénovation en vue de les transformer en maisons passives a ouvert le droit à l'octroi de la réduction d'impôt prévue par l'article 145/24, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du présent Code, qui ont été occupées pour la première fois en tant que maisons passives au plus tard le 31 décembre 2012, qui constituent l'habitation unique du contribuable au sens de l'article 257, alinéa 1^{er}, 1^o, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, et qu'il occupe personnellement à cette même date, au pourcentage suivant du revenu cadastral, tel que celui-ci est établi au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, conformément à l'article 518 :

1^o lors du premier exercice d'imposition qui suit l'année au cours de laquelle il est constaté que l'habitation est une maison passive : 1,25 % multiplié par 0,20;

2^o lors du deuxième exercice d'imposition qui suit l'année au cours de laquelle il est constaté que l'habitation est une maison passive : 1,25 % multiplié par 0,40;

3^o lors du troisième exercice d'imposition qui suit l'année au cours de laquelle il est constaté que l'habitation est une maison passive : 1,25 % multiplié par 0,60;

4^o lors du quatrième exercice d'imposition qui suit l'année au cours de laquelle il est constaté que l'habitation est une maison passive : 1,25 % multiplié par 0,80;

5^o lors des années suivantes : le pourcentage figurant au § 1^{er}.

L'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à l'application éventuelle d'un taux inférieur qui serait applicable à l'habitation en vertu du § 1^{er}.

La constatation que l'habitation est une maison passive ressort du certificat utilisé pour l'octroi de la réduction d'impôt prévue par l'article 145/24, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du présent Code."

Art. 2. A l'article 257 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 18 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

"1^o une réduction d'un quart du précompte immobilier afférent à l'habitation unique du contribuable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, qu'il occupe personnellement à cette même date, lorsque le revenu cadastral de cette habitation, majoré du revenu cadastral de l'ensemble de ses biens immobiliers sis en Belgique, ne dépasse pas 745 EUR.

Pour déterminer si l'habitation en cause est l'unique habitation du contribuable, il est tenu compte de tous les immeubles affectés en tout ou en partie à l'habitation, sur lesquels le contribuable détient la totalité ou une part indivise d'un droit réel, qu'ils soient situés en Belgique ou à l'étranger. Toutefois, il n'est pas tenu compte :

a) des autres habitations dont il n'est que nu-propiétaire au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition;

b) d'une autre habitation dont le contribuable a réellement cédé le droit réel lui appartenant, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition en cours;

c) d'une autre habitation que le contribuable n'occupe pas personnellement l'habitation en raison :

- d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'habitation par le contribuable lui-même à cette date. Sont notamment considérées comme telles, les habitations qui constituent des logements non améliorables, au sens de l'article 1^{er}, 14^o, du Code wallon du Logement, reconnus comme tels par un délégué du Ministre du Logement ou par un arrêté du bourgmestre;

- de l'état d'avancement des travaux de construction ou de rénovation qui ne permettent pas au contribuable d'occuper effectivement l'habitation à la même date.

Cette réduction est portée à 50 p.c. pour une période de cinq ans prenant cours la première année pour laquelle le précompte immobilier est dû, pour autant qu'il s'agisse d'une habitation que le contribuable a fait construire ou achetée à l'état neuf, sans avoir bénéficié d'une prime à la construction ou à l'achat prévue par la législation sur la matière;";

2^o l'alinéa 1^{er}, 4^o, est remplacé par la disposition suivante :

"4^o remise ou modération du précompte immobilier dans une mesure proportionnelle à la durée et à l'importance de l'inoccupation, de l'inactivité ou de l'improductivité du bien immeuble :

a) dans le cas où un bien immobilier bâti, non meublé, est resté inoccupé et improductif pendant au moins 180 jours dans le courant de l'année;

b) dans le cas où la totalité du matériel et de l'outillage, ou une partie de ceux-ci représentant au moins 25 p.c. de leur revenu cadastral, est restée inactive pendant 90 jours dans le courant de l'année;

c) dans le cas où la totalité soit d'un bien immobilier bâti, soit du matériel et de l'outillage, ou une partie de ceux-ci représentant au moins 25 p.c. de leur revenu cadastral respectif, est détruite.

Les conditions de réduction doivent s'apprécier par parcelle cadastrale ou par partie de parcelle cadastrale lorsqu'une telle partie forme, soit une habitation séparée, soit un département ou une division de production ou d'activité susceptibles de fonctionner ou d'être considérés séparément, soit une entité dissociable des autres biens ou parties formant la parcelle et susceptible d'être cadastrée séparément.

L'improductivité doit revêtir un caractère involontaire. La seule mise simultanée en location et en vente du bien par le contribuable n'établit pas suffisamment l'improductivité.

A partir du moment où il n'a plus été fait usage du bien depuis plus de douze mois, compte tenu de l'année d'imposition précédente, la remise ou la réduction proportionnelle du *a*) ci-avant ne peut plus être accordée dans la mesure où la période d'inoccupation dépasse douze mois, sauf dans le cas d'un immeuble dont le contribuable ne peut exercer les droits réels pour cause de calamité, de force majeure, d'une procédure ou d'une enquête administrative ou judiciaire empêchant la jouissance libre de l'immeuble, jusqu'au jour où disparaissent ces circonstances entravant la jouissance libre de l'immeuble. Est notamment considéré comme tel, l'immeuble qui constitue un logement non améliorable, au sens de l'article 1^{er}, 14^o, du Code wallon du Logement, reconnu comme tel par un délégué du Ministre du Logement ou par un arrêté du bourgmestre."

Art. 3. A l'article 518, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2004, les mots "255, § 1^{er}," sont remplacés par les mots "255, § 1^{er} et § 3,".

Art. 4. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Les articles 1^{er}, 2, 1^o, et 3, sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2010; l'article 2, 2^o, est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2009.

CHAPITRE II. — Droits d'enregistrement sur les ventes d'habitations modestes

Art. 5. L'article 53 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 53. Le droit fixé par l'article 44 est réduit à 5 % ou à 6 %, pour les ventes de la propriété à une personne physique :

1^o d'immeubles ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas le maximum fixé à l'article 53*bis*, à concurrence de la base imposable utilisée pour la liquidation des droits, déterminée conformément aux articles 45 à 50, qui ne dépasse pas le maximum fixé à l'article 53*ter*.

Est considéré comme immeuble rural, celui qui se compose soit de bâtiments et de terrains affectés ou destinés à une exploitation agricole, soit seulement de terrains se trouvant dans ce cas;

2^o d'habitations dont le revenu cadastral, bâti et non bâti, n'excède pas le maximum fixé à l'article 53*bis*, à concurrence de la base imposable utilisée pour la liquidation des droits, déterminée conformément aux articles 45 à 50, qui ne dépasse pas le maximum fixé à l'article 53*ter*.

Est considéré comme habitation, la maison ou l'étage ou partie d'étage d'un bâtiment, servant ou devant servir au logement d'une famille ou d'une personne seule, avec, le cas échéant, les dépendances acquises en même temps que la maison ou l'étage ou partie d'étage. Le Gouvernement wallon fixe des règles pour la détermination des dépendances auxquelles cette disposition s'applique.

Dans les cas prévus par l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o :

1^o soit, lorsque la vente donne lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, le taux réduit est de 5 %, appliqué à la base imposable utilisée pour la liquidation des droits, déterminée conformément aux articles 45 à 50;

2^o soit, dans les autres cas, le taux réduit est de 6 %, appliqué à la base imposable utilisée pour la liquidation des droits, déterminée conformément aux articles 45 à 50, à concurrence de la valeur maximale inscrite à l'article 53*ter*, le tarif normal inscrit à l'article 44 du présent Code étant appliqué au surplus de la valeur précitée."

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 53*bis*, rédigé comme suit :

"Art. 53*bis*. Le revenu cadastral maximum prévu à l'article 53 est fixé :

1^o à 323 EUR, lorsque l'acquisition ne comprend que des terrains;

2^o à 745 EUR lorsque l'acquisition a pour objet soit un immeuble bâti, soit à la fois un immeuble bâti et des terrains. Lorsque l'acquisition a pour objet un immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation, ce montant est majoré de 100 EUR si l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal ont trois ou quatre enfants à charge, de 200 EUR s'ils en ont cinq ou six à charge et de 300 EUR s'ils en ont sept ou plus à charge, à la date de l'acte d'acquisition. Les enfants à charge atteints à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou plusieurs affections, sont comptés pour deux enfants à charge. Sont considérés comme enfants à charge, les enfants qui font partie du ménage de l'acquéreur à la date de l'acte d'acquisition et qui, pendant l'année civile précédant cette date, n'ont pas bénéficié personnellement de ressources dont le montant net, déterminé conformément aux articles 142 et 143 du Code des impôts sur les revenus 1992, est supérieur au montant net visé à l'article 136 du même Code.

En outre, la réduction du droit d'enregistrement prévue à l'article 53 n'est applicable aux terrains compris dans l'acquisition que si le total des revenus cadastraux de ces terrains ne dépasse pas 323 EUR."

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 53*ter*, rédigé comme suit :

"Art. 53*ter*. § 1^{er}. Selon que l'immeuble acquis est situé dans une zone à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, ou encore en dehors de telles zones, au 1^{er} juillet de l'année précédant celle de la convention de vente de l'immeuble, la valeur maximale prévue à l'article 53, sur laquelle s'applique le taux réduit établi par le même article, est fixé respectivement à 210.000 EUR, 200.000 EUR et 191.000 EUR.

Les valeurs maximales précitées sont adaptées annuellement, à partir de l'année 2011, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante : montant pour l'année en cours multiplié par l'indice du mois de juin d'une année et divisé par l'indice du mois de juin de l'année précédente.

La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2010, au *Moniteur belge* les montants applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante. Elle publie également au *Moniteur belge* la liste des communes situées dans une zone à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, au 1^{er} juillet d'une année.

Le Gouvernement wallon peut augmenter les montants de l'alinéa 1^{er}. Il saisit le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

Le cas échéant, le montant maximal visé à l'alinéa 1^{er} est réduit au prorata de la quotité vendue.

§ 2. Lorsque l'immeuble en cause dans une vente a déjà antérieurement fait l'objet d'une autre vente visée par le présent article, intervenue entre les mêmes parties, et lorsque cette vente a été annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée par convention, dans les douze mois précédant la vente en cause, la valeur maximale du § 1^{er} et le statut de la zone où figure la commune en cause, applicables à cette dernière vente, sont ceux en vigueur, pour la commune en cause, l'année de la vente précédemment annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée."

Art. 8. L'article 54 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 1979, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 54. La réduction prévue à l'article 53 n'est pas applicable à la vente d'une part indivise, à moins que celle-ci ne soit afférente à un étage ou partie d'étage d'un bâtiment.

La réduction prévue à l'article 53 n'est pas non plus applicable si l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal possèdent la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un ou plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la part indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur au maximum fixé par l'article 53*bis*.

La réduction prévue à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, n'est pas non plus applicable si l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal possèdent déjà la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un autre immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation, qu'il soit situé en Belgique ou à l'étranger.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, il n'est toutefois pas tenu compte :

1^o des immeubles possédés seulement en nue-propiété par l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal, et acquis dans la succession de leurs ascendants respectifs;

2^o à la condition que la vente ait fait l'objet d'un acte authentique, des immeubles dont l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal a réellement cédé le droit réel lui appartenant, soit au plus tard dans l'année de l'acte authentique d'acquisition de l'immeuble susceptible de bénéficier de la réduction de l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, soit dans l'année de la première occupation de l'immeuble construit sur un terrain susceptible de bénéficier de la réduction de l'article 57;

3^o à la condition que la vente ait fait l'objet d'un acte authentique, des immeubles que l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal n'occupe pas personnellement en raison d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'immeuble par cette personne elle-même à la date de l'acte authentique. Sont notamment considérés comme tels, les immeubles qui constituent des logements non améliorables, au sens de l'article 1^{er}, 14^o, du Code wallon du Logement, reconnus comme tels par un délégué du Ministre du Logement ou par un arrêté du bourgmestre.

En aucun cas, la réduction prévue à l'article 53 n'est applicable aux terrains compris dans la nouvelle acquisition, si leur revenu cadastral, joint à celui des terrains déjà possédés par l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal, dépasse 323 EUR. Par dérogation à cette disposition, il n'est toutefois pas tenu compte des terrains possédés seulement en nue-propiété par l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal, et acquis dans la succession de leurs ascendants respectifs."

Art. 9. L'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

"2^o l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par l'acquéreur doit énoncer expressément :

a) que l'acquéreur et son conjoint ou cohabitant légal ne possèdent pas la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un ou plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la part indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur au maximum fixé par l'article 53*bis*, abstraction faite des immeubles possédés seulement en nue-propiété par l'acquéreur et son conjoint ou cohabitant légal, et acquis dans la succession de leurs ascendants respectifs;

b) en cas d'application de l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, que l'immeuble rural sera exploité par l'acquéreur, son conjoint, son cohabitant légal ou leurs descendants;

c) en cas d'application de l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, ou de l'article 57, que l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal ne possèdent pas la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un autre immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation, situé en Belgique ou à l'étranger, abstraction faite des immeubles visés à l'article 54, alinéa 4; les immeubles encore à vendre, visés par l'article 54, alinéa 4, 2^o, font toutefois l'objet d'une mention distincte comprenant le lieu précis de leur situation et la nature du droit réel dont l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal est titulaire sur cet immeuble;

d) en cas d'application de l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, ou de l'article 57, que l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal obtiendra son inscription dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers à l'adresse de l'immeuble acquis;

e) la date à laquelle est intervenue la convention de vente génératrice de la déduction des droits, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2^o; si l'immeuble en cause dans une vente a déjà fait antérieurement l'objet d'une autre vente visée par l'article 53*ter* ou par l'article 57*bis*, intervenue entre les mêmes parties, et si cette vente a été annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée par convention, dans les douze mois précédant la vente à laquelle l'acte est relatif, l'acte mentionne également la date de vente précédemment annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée."

Art. 10. L'article 57 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 57. Sous les restrictions prévues à l'article 54, le droit fixé par l'article 44 est réduit à 6 % , ou à 5 % lorsque la vente donne lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, pour les ventes à une personne physique de la propriété d'un terrain devant servir d'emplacement à une habitation, pour autant :

1^o que le bien acquis et l'immeuble construit répondent aux conditions inscrites à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, à l'exception de la condition y mentionnée relative à la valeur maximale sur laquelle le taux réduit y prévu peut être appliqué.

La valeur vénale de la totalité de l'immeuble construit, par l'acquéreur seul ou avec d'autres personnes, au sens de l'article 46, telle qu'évaluée à la date d'acquisition du terrain, ne peut toutefois dépasser le maximum fixé à l'article 57*bis*;

2^o que l'acte d'acquisition contienne les énonciations exigées par l'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o.

En ce cas, l'acte est enregistré au droit ordinaire, sauf la restitution prévue à l'article 58, après l'achèvement de la construction.

Le revenu cadastral maximum de l'immeuble construit et de ses dépendances est celui visé à l'article 53*bis*, alinéa 1^{er}, 2^o, suivant les distinctions prévues dans cette disposition, mais en substituant à la date de l'acte d'acquisition la date à laquelle le revenu cadastral est déterminé après l'achèvement de la construction."

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré un article 57*bis*, rédigé comme suit :

"Art. 57*bis*. § 1^{er}. Selon que l'immeuble construit est situé dans une zone à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, ou encore en dehors de telles zones, au 1^{er} juillet de l'année précédant celle de la convention de vente du terrain, la valeur vénale de la totalité de l'immeuble construit prévue à l'article 57, alinéa 1^{er}, 1^o, est fixée respectivement à 210.000 EUR, 200.000 EUR et 191.000 EUR.

Les valeurs vénales maximales précitées sont adaptées annuellement, à partir de l'année 2011, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante : montant pour l'année en cours multiplié par l'indice du mois de juin d'une année et divisé par l'indice du mois de juin de l'année précédente.

La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2010, au *Moniteur belge* les montants applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante. Elle publie également au *Moniteur belge* la liste des communes situées dans une zone à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, au 1^{er} juillet d'une année.

Le Gouvernement wallon peut augmenter les montants de l'alinéa 1^{er}. Il saisit le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

§ 2. La valeur maximale du § 1^{er} applicable à l'immeuble construit est celle en vigueur, pour la commune en cause, l'année de la vente du terrain.

Toutefois, lorsque le terrain en cause dans une vente a déjà antérieurement fait l'objet d'une autre vente visée par le présent article, intervenue entre les mêmes parties, et lorsque cette vente a été annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée par convention, dans les douze mois précédant la vente en cause, la valeur maximale du § 1^{er} et le statut de la commune en cause, applicables à l'immeuble construit, sont ceux en vigueur, pour la commune en cause, l'année de la vente du terrain précédemment annulée, rescindée, résolue, révoquée ou résiliée."

Art. 12. A l'article 58 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 1958, les alinéas 1^{er} et 2, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Dans les cas visés aux articles 56 et 57, ce qui a été perçu au-delà du droit réduit est restitué sur production d'un extrait de la matrice cadastrale délivré après détermination du revenu cadastral, ainsi que, dans le seul cas de l'article 57, du relevé du coût de construction de l'immeuble et d'une estimation de sa valeur vénale, au sens de l'article 46, telle qu'évaluée à la date d'acquisition du terrain.

Le maximum applicable du revenu cadastral fixé par l'article 53*bis* est celui qui était en vigueur à la date de l'acte d'acquisition."

Art. 13. A l'article 59 du même Code, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

"En cas d'inexactitude dans les énonciations prévues à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2^o, e), l'article 204 est applicable."

Art. 14. L'article 60 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 60. Le bénéfice de la réduction visée à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, n'est maintenu que si l'acquéreur, son conjoint, son cohabitant légal ou leurs descendants exploitent eux-mêmes l'immeuble rural. Cette exploitation doit être commencée dans un délai de cinq ans prenant cours à la date de l'acte d'acquisition et rester un fait acquis pendant une durée ininterrompue de trois ans au moins.

Le bénéfice de la réduction visée à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, et de la réduction visée à l'article 57 n'est maintenu que si l'acquéreur ou son conjoint ou cohabitant légal est inscrit à l'adresse de l'immeuble acquis dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers. Cette inscription doit se faire dans un délai de trois ans prenant cours à la date de l'acte authentique d'acquisition et être maintenue pendant une durée ininterrompue de trois ans au moins.

Toutefois, la réduction reste acquise si le défaut d'exécution de ces conditions est la conséquence d'une force majeure ou d'une raison impérieuse de nature médicale, familiale, professionnelle ou sociale. Par raison impérieuse de nature médicale au sens du présent alinéa, on entend notamment un état de besoin en soins dans le chef de l'acquéreur, de son conjoint, de son cohabitant légal, de ses descendants ou des descendants de son conjoint ou cohabitant légal, apparu après l'acquisition de l'immeuble, qui a placé ces personnes dans l'impossibilité de s'établir effectivement, d'exploiter ou de rester dans l'immeuble, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale."

Art. 15. A l'article 61 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de perte de la réduction pour défaut d'inscription dans le délai et pendant la durée prévus à l'article 60, alinéa 2, ainsi qu'en cas de perte de la réduction pour cause d'absence de revente d'un immeuble d'habitation visé par l'article 54, alinéa 4, 2^o, soit au plus tard dans l'année de l'acte authentique d'acquisition de l'immeuble susceptible de bénéficier de la réduction de l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, soit dans l'année de la première occupation de l'immeuble construit sur un terrain susceptible de bénéficier de la réduction de l'article 57, il est dû par l'acquéreur outre le droit complémentaire, un accroissement égal à ce montant."

Art. 16. Les articles 3, 4, 7 et 8 de l'arrêté royal du 11 janvier 1940, relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, sont abrogés.

Art. 17. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — Modifications à l'Eco-Bonus et à l'Eco-Malus

Art. 18. L'article 4 du décret du 17 janvier 2008, portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, neuf ou usagé, remplace un autre véhicule automobile neuf ou usagé lors de sa mise en usage, l'Eco-Bonus est appliqué sur la différence positive des émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ du précédent véhicule automobile remplacé.

§ 2. Cette différence positive des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne et du précédent véhicule automobile remplacé, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile" :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile	Catégorie d'émissions du véhicule automobile
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé au service chargé de la gestion de l'Eco-Bonus.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est également diminué de 1;

b) le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminué conformément au a), est soustrait du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien, selon la formule suivante :

(catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément au a)).

Lorsque le chiffre obtenu lors de cette soustraction, est un chiffre positif, le bénéficiaire a droit au paiement par la Région wallonne de l'Eco-Bonus, dont le montant est fixé par l'article 5."

Art. 19. A. L'article 5 du même décret du 17 janvier 2008 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. § 1^{er}. Le montant de l'Eco-Bonus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'Eco-Bonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 et au-delà	400 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est supérieure à 4;

b) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est inférieure à 2;

c) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 800 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 2;

d) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 400 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 3.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

§ 2. Le montant de l'Eco-Bonus, résultant du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire."

B. L'article 5 du même décret du 17 janvier 2008 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. § 1^{er}. Le montant de l'Eco-Bonus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'Eco-Bonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 et au-delà	400 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est supérieure à 4;

b) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est inférieure à 2;

c) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 800 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 2;

d) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 400 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 3;

e) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque le véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est un véhicule automobile neuf dont le prix catalogue est supérieur à 20.000 EUR, hors T.V.A. et hors options, ce montant étant majoré de 5.000 EUR lorsque le bénéficiaire a au moins trois enfants à charge, ou lorsque le bénéficiaire a au moins un enfant handicapé à charge, ou lorsque le bénéficiaire est lui-même un handicapé; par dérogation, le prix catalogue précité de 20.000 EUR est de 30.000 EUR, lorsque le véhicule en cause est :

- soit un véhicule électrique hybride, au sens de l'article 1^{er}, § 2, 43°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, à la condition que la catégorie de ce véhicule automobile neuf nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne soit égale à 1;

- soit un véhicule dont la seule source d'énergie est l'électricité.

Le prix catalogue est le prix qui était fixé par le constructeur ou son mandataire dans l'Etat d'achat du véhicule, au moment de sa mise en usage, pour la vente à l'usager de voitures neuves et de voitures mixtes neuves de même type, multiplié par le coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de l'année 2007 par la moyenne des indices des prix de l'année précédant la mise en usage du véhicule en cause.

Est considérée comme handicapée, au sens de la présente disposition, toute personne atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou plusieurs affections, au jour de la mise en usage du véhicule; sont présumées être de telles personnes handicapées au jour de la mise en usage du véhicule, sauf preuve contraire à administrer par le service assurant la gestion de l'Eco-Bonus, les personnes :

- pour lesquels le bénéficiaire peut prétendre aux allocations familiales ou aux prestations familiales garanties, avec octroi d'un supplément au montant de ces allocations familiales et prestations familiales garanties, en application, selon le cas, de l'article 20, § 2, § 2bis et § 3, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, ou de l'article 47 de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 portant coordination des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, au jour de la mise en usage du véhicule;

- ou dont le handicap donne droit à l'exonération de la redevance télévision, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3^o à 6^o, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

§ 2. Le montant de l'Eco-Bonus, résultant du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire."

Art. 20. L'article 6 du même décret du 17 janvier 2008 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne ne remplace aucun autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'Eco-Bonus est appliqué sur la différence positive des émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation.

§ 2. Cette différence positive des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage" :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé au service chargé de la gestion de l'Eco-Bonus.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est également diminué de 1;

b) les émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles":

I	II
Emissions de CO ₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation	catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

c) le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule nouvellement mis en usage, le cas échéant diminué conformément au a), est soustrait du chiffre représentant la catégorie moyenne d'émissions des véhicules, selon la formule suivante :

(catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément au a)).

Lorsque le chiffre obtenu lors de cette soustraction, est un chiffre positif, le bénéficiaire a droit au paiement par la Région wallonne de l'Eco-Bonus, dont le montant est fixé par l'article 7."

Art. 21. A. L'article 7 du même décret du 17 janvier 2008 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. § 1^{er}. Le montant de l'Eco-Bonus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'Eco-Bonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 et au-delà	400 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est supérieure à 4;

b) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est inférieure à 2;

c) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 800 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 2;

d) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 400 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 3.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

§ 2. Le montant de l'Eco-Bonus, résultant du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire."

B. L'article 7 du même décret du 17 janvier 2008 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. § 1^{er}. Le montant de l'Eco-Bonus est le suivant.

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'Eco-Bonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 et au-delà	400 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est supérieure à 4;

b) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est inférieure à 2;

c) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 800 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 2;

d) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 400 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 6, § 2, a), est égale à 3;

e) le montant de l'Eco-Bonus est égal à 0 EUR, lorsque le véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est un véhicule automobile neuf dont le prix catalogue est supérieur à 20.000 EUR, hors T.V.A. et hors options, ce montant étant majoré de 5.000 EUR lorsque le bénéficiaire a au moins trois enfants à charge, ou lorsque le bénéficiaire a au moins un enfant handicapé à charge, ou lorsque le bénéficiaire est lui-même un handicapé; par dérogation, le prix catalogue précité de 20.000 EUR est de 30.000 EUR, lorsque le véhicule en cause est :

- soit un véhicule électrique hybride, au sens de l'article 1^{er}, § 2, 43^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, à la condition que la catégorie de ce véhicule automobile neuf nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne soit égale à 1;

- soit un véhicule dont la seule source d'énergie est l'électricité.

Le prix catalogue est le prix qui était fixé par le constructeur ou son mandataire dans l'Etat d'achat du véhicule, au moment de sa mise en usage, pour la vente à l'usager de voitures neuves et de voitures mixtes neuves de même type, multiplié par le coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de l'année 2007 par la moyenne des indices des prix de l'année précédant la mise en usage du véhicule en cause.

Est considérée comme handicapée, au sens de la présente disposition, toute personne atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou plusieurs affections, au jour de la mise en usage du véhicule; sont présumées être de telles personnes handicapées au jour de la mise en usage du véhicule, sauf preuve contraire à administrer par le service assurant la gestion de l'Eco-Bonus, les personnes :

- pour lesquels le bénéficiaire peut prétendre aux allocations familiales ou aux prestations familiales garanties, avec octroi d'un supplément au montant de ces allocations familiales et prestations familiales garanties, en application, selon le cas, de l'article 20, § 2, § 2bis et § 3, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, ou de l'article 47 de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 portant coordination des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, au jour de la mise en usage du véhicule;

- ou dont le handicap donne droit à l'exonération de la redevance télévision, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3^o à 6^o, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

§ 2. Le montant de l'Eco-Bonus, résultant du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire."

Art. 22. A l'article 11 du même décret du 17 janvier 2008, les mots "Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003" sont remplacés par les mots "Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie (en abrégé, DGO7)".

Art. 23. A l'article 97, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 5 mars 2008, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

"- la seconde, appelée « éco-malus », étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ des véhicules automobiles usagés, soit en cas de différence négative des émissions de CO₂ par les véhicules automobiles nouvellement mis en usage par rapport au précédent véhicule automobile remplacé ou à défaut, par rapport à la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation, soit sur la seule base de la catégorie d'émissions de CO₂ des véhicules automobiles nouvellement mis en usage."

Art. 24. A l'article 97bis du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. La seconde composante de la taxe due pour les voitures et voitures mixtes visées par l'article 94, 1^o, mises en usage par une personne physique domiciliée en Région wallonne, appelée « éco-malus », est calculée :

- conformément aux articles 97quater et 97quinquies, lorsqu'il s'agit de voitures et voitures mixtes susmentionnées, usagés, nouvellement immatriculées en remplacement d'un véhicule automobile ancien cessant d'être utilisé dans le chef du redevable; est présumé se trouver dans cette situation, un véhicule usagé nouvellement immatriculé sous une marque d'immatriculation préexistante;

- conformément aux articles 97sexies et 97septies, lorsqu'il s'agit de voitures et voitures mixtes susmentionnées, usagés, nouvellement immatriculées sous une nouvelle marque d'immatriculation;

- conformément aux articles 97octies et 97nonies, lorsqu'il s'agit de voitures et voitures mixtes susmentionnées, neufs, qu'il s'agisse de véhicules neufs nouvellement immatriculés en remplacement d'un véhicule automobile ancien cessant d'être utilisé dans le chef du redevable ou de véhicules neufs nouvellement immatriculés sous une nouvelle marque d'immatriculation."

Art. 25. A l'article 97^{ter}, du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 5°, les mots "Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003" sont remplacés par les mots "Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie (en abrégé, DGO7)";

2° il est ajouté un 6° et un 7°, rédigés comme suit :

"6° "véhicule automobile neuf" : véhicule automobile dont l'année de construction ne date pas de plus de deux ans, qui n'a pas plus de 300 km au compteur et qui n'a pas encore été immatriculé en Belgique ou ailleurs;

7° "véhicule automobile usagé" : véhicule automobile qui n'est pas un véhicule neuf;".

Art. 26. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 2, inséré par le décret du 5 mars 2008, est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 2. Calcul de l'éco-malus en cas de mise en usage d'un véhicule automobile usagé, en remplacement d'un autre véhicule automobile.

Art. 97^{quater}. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, remplace un autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'Eco-Malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

Toutefois, lorsque les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sont inférieures à 226 gr de CO₂, l'Eco-malus n'est appliqué à ces véhicules qu'en cas de différence négative des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ du précédent véhicule automobile remplacé.

§ 2. Cette différence négative des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne et du précédent véhicule automobile remplacé, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile" :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile	Catégorie d'émissions du véhicule automobile
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule.

Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1;

b) le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminué conformément au a), est soustrait du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien, selon la formule suivante :

(catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément au a)).

§ 3. La seconde composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée "Eco-Malus", est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97quinquies, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2, a), avec application seulement en cas de différence négative des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ du précédent véhicule automobile remplacé, lorsque les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sont inférieures à 226 gr de CO₂.

Art. 97quinquies. Le montant de l'Eco-Malus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97quater, § 2, a), alinéas 3 et 4	Montant de l'Eco-Malus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 et 18	1.500 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.000 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 15;

b) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 16;

c) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.500 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est supérieure à 16.

d) le montant de l'Eco-Malus est égal à 0 EUR, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

Ce montant de l'Eco-Malus forme, avec la première composante de la taxe évoquée à l'article 97, alinéa 2, la taxe de mise en circulation pour les véhicules automobiles usagés nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne en remplacement d'un autre véhicule automobile. "

Art. 27. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re}, du même Code, le § 3, inséré par le décret du 5 mars 2008, est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 3. Calcul de l'éco-malus en cas de mise en usage d'un véhicule automobile usagé, en l'absence de remplacement d'un autre véhicule automobile.

Art. 97sexies. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne ne remplace aucun autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'Eco-malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

Toutefois, lorsque les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sont inférieures à 226 gr de CO₂, l'Eco-malus n'est appliqué à ces véhicules qu'en cas de différence négative des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation.

§ 2. Cette différence négative des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage" :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre de la Région wallonne qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1;

b) les émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles":

I	II
Emissions de CO ₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation	catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

c) le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule nouvellement mis en usage, le cas échéant diminué conformément au a), est soustrait du chiffre représentant la catégorie moyenne d'émissions des véhicules, selon la formule suivante :

(catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément au a)).

§ 3. La deuxième composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée "Eco-Malus", est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97septies, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2, a), avec application seulement en cas de différence négative des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation, lorsque les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sont inférieures à 226 gr de CO₂.

Art. 97septies. Le montant de l'Eco-Malus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97sexies, § 2, a), alinéas 3 et 4	Montant de l'Eco-Malus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 et 18	1.500 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.000 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 15;

b) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 16;

c) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.500 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile usagé nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est supérieure à 16.

d) le montant de l'Eco-Malus est égal à 0 EUR, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

Ce montant de l'Eco-Malus forme, avec la première composante de la taxe évoquée à l'article 97, alinéa 2, la taxe de mise en circulation pour les véhicules automobiles usagés nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne en l'absence de remplacement d'un autre véhicule automobile. "

Art. 28. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re}, du même Code, il est inséré un § 3bis, rédigé comme suit :

"§ 3bis. Calcul de l'éco-malus en cas de mise en usage d'un véhicule automobile neuf.

Art. 97octies. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile neuf est nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, qu'il remplace ou non un autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'Eco-malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage" :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre de la Région wallonne qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1.

§ 3. La deuxième composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée "Eco-Malus", est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97*nonies*, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2.

Art. 97*nonies*. Le montant de l'Eco-Malus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97 <i>octies</i> , § 2, alinéas 3 et 4	Montant de l'Eco-Malus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 et 18	1.500 EUR

Par dérogation au présent tableau :

a) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.000 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile neuf nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 15;

b) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.200 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile neuf nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 16;

c) le montant de l'Eco-Malus est égal à 1.500 EUR, lorsque la catégorie du véhicule automobile neuf nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est supérieure à 16.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories des alinéas 1^{er} et 2. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

Ce montant de l'Eco-Malus forme, avec la première composante de la taxe évoquée à l'article 97, alinéa 2, la taxe de mise en circulation pour les véhicules automobiles neufs nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne."

Art. 29. A l'article 97*octies* du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008, qui devient l'article 97*dexies*, les mots "Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003" sont remplacés par les mots "Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie (en abrégé, DGO7)".

Art. 30. Les articles 3, 4 et 5, alinéa 2, du décret du 5 mars 2008, portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques dans le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, sont abrogés.

Art. 31. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010, à l'exception :

- des articles 19, B., et 21, B., qui entrent en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement wallon, et au plus tôt le 1^{er} janvier 2010;
- des articles 22, 25, 1^o, et 29, qui produisent leurs effets au 1^{er} juillet 2009;
- de l'article 30, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — *Redevance télévision*

Art. 32. Les articles 7, B., 10 et 11, deuxième tiret, du décret-programme en matière de fiscalité wallonne, du 18 décembre 2008, sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Taxe sur les jeux et paris et taxe sur les appareils automatiques de divertissement*

Art. 33. L'article 80, § 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Catégorie des appareils	Montant de la taxe
A	1.700 EUR
B	1.100 EUR
C	350 EUR
D	250 EUR
E	150 EUR

Les montants de taxes précités sont adaptés, chaque année à partir de la période imposable 2011, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année à partir de l'année 2010, au *Moniteur belge* les montants de taxes à percevoir pour la période imposable débutant le 1^{er} janvier de l'année suivante, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente."

Art. 34. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il est applicable à partir de l'exercice 2010.

CHAPITRE VI. — *Taxe régionale sur les automates*

Art. 35. L'article 4, § 1^{er}, du décret du 19 novembre 1998, instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne, est remplacé par la disposition suivante :

" § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

1° pour les distributeurs automatiques de billets de banque et les guichets automatisés : 2.500 euros par distributeur ou guichet automatisé;

2° pour les distributeurs de carburants en libre-service entièrement automatisés : 700 euros par pistolet;

3° quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.000 euros par compteur.

Les montants de taxes précités sont adaptés, chaque année à partir de la période imposable 2010, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2010, au *Moniteur belge* les montants de taxes à percevoir pour la période imposable en cours, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente."

Art. 36. L'article 5, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Tout redevable de la taxe est tenu de déposer chaque année une déclaration établissant le nombre d'appareils taxables installés et exploités pendant une période quelconque de l'année précédente. La déclaration doit être envoyée ou remise au service désigné par le Gouvernement wallon, avant le 30 avril de l'année qui suit l'année à laquelle se rapporte la déclaration. "

Art. 37. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il est applicable à partir de la période imposable 2009.

CHAPITRE VII. — *Mesures en matière de droits de donation et de droits de succession*

Art. 38. A l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié pour la dernière fois par le décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le 1° est complété par l'alinéa suivant :

"En cas de transmission de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, indépendamment de la transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le donateur, seul ou avec d'autres personnes, exerce, au jour de la donation, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date de la donation, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du § 2, 1°, et de l'article 140quinquies, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°, est l'entreprise agricole du donataire, exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres."

2° au § 2 :

a) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° lorsqu'il s'agit de titres et créances visés au § 1^{er}, 2°, les conditions suivantes doivent être remplies :

- l'acte authentique de donation doit comprendre la transmission de titres représentant au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale, à la date de l'acte authentique de la donation;

- au cas où l'ensemble des titres qui sont transmis par l'acte authentique de donation en cause représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionnariat doit en outre être conclu pour une période minimale de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation, et porter sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionnariat, les parties s'engagent à respecter les conditions visées à l'article 140quinquies, § 1^{er}.

Le présent tiret n'est toutefois pas applicable, lorsque l'ensemble des droits de vote à l'assemblée générale détenus par le donateur, par son conjoint ou cohabitant légal, par des ascendants ou descendants du donateur et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, par des frères et sœurs du donateur et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, et par des descendants des frères et sœurs du donateur et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, atteint au moins 50 % au jour de la donation;"

b) le 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° le donataire demandant l'application du droit réduit, doit remettre au receveur compétent une attestation délivrée par le Gouvernement de la Région wallonne qui confirme que les conditions requises sont remplies pour les donataires y mentionnés. Lorsque l'attestation n'est pas remise au receveur au plus tard en même temps que l'enregistrement de l'acte, les droits sont calculés au tarif des articles 131 à 140, sous réserve d'une restitution dans les conditions de l'article 209, 7°, auquel cas les articles 140bis à 140octies, sont applicables aux biens pour lesquels le droit est restitué.

Pour l'application de la présente sous-section, ce donataire demandant l'application du droit réduit et titulaire de cette attestation, est dénommé "continuateur".

Le Gouvernement wallon détermine les modalités de la demande et de la délivrance de ladite attestation, ainsi que les pièces devant l'accompagner."

Art. 39. L'article 140quater du même Code, modifié par le décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "A défaut de remplir l'une des conditions prévues à l'article 140bis" sont remplacés par les mots "Si l'une des conditions prévues par l'article 140bis n'est pas remplie";

2° cette disposition est complétée par les mots ", sous réserve d'une restitution dans les conditions de l'article 209, 7°".

Art. 40. A l'article 140quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié pour la dernière fois par le décret du 30 avril 2009 :

1° le 4° est rétabli dans la rédaction suivante :

"4° les continuateurs qui n'ont pas offert de payer le droit dû tel que visé à l'article 140sexies, fournissent, à l'issue de la période de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de donation visée aux 1° à 4°, ci-dessus, une déclaration signée attestant que les conditions visées aux 1° à 4°, ci-dessus et à l'alinéa 2 restent remplies. Le Gouvernement wallon détermine les modalités de cette déclaration, ainsi que les pièces devant l'accompagner;"

2° le 5° est remplacé par la disposition suivante :

"5° à toute réquisition des agents désignés par le Gouvernement wallon au cours de la période de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de donation visée aux 1° à 4°, ci-dessus, les continuateurs qui n'ont pas offert de payer le droit dû tel que visé à l'article 140sexies, communiquent par écrit, dans le mois de la date d'envoi de la demande, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, les éléments établissant que les conditions pour bénéficiaire du droit réduit restent remplies, lorsque des indices peuvent induire que les conditions visées aux 1° à 4°, ci-dessus ou à l'alinéa 2, ne seraient plus remplies. La demande précise ces indices pouvant induire que les conditions visées aux 1° à 4°, ci-dessus ou à l'alinéa 2, ne seraient plus remplies."

Art. 41. A l'article 60bis du Code des droits de succession, modifié pour la dernière fois par le décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le 1° est complété par l'alinéa suivant :

"En cas de transmission successorale de terres agricoles à l'exploitant ou au co-exploitant de l'activité agricole qui y est exercée, ainsi qu'en ligne directe, entre époux et cohabitants légaux, indépendamment de la transmission de toute quotité de l'activité agricole qui y est exercée, ces terres sont néanmoins considérées comme des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le de cujus, seul ou avec d'autres personnes, exerçait, au jour du décès, une activité agricole, à la condition que ces terres fassent l'objet, à la date du décès, d'un bail à ferme conformément à la Section 3 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, du Code civil. Dans ce cas, l'entreprise, au sens des conditions du § 1^{er}bis, 1°, et du § 3, 1°, 2° et 3°, est l'entreprise agricole de l'héritier, légataire ou donataire, exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres, en considérant cette entreprise dans son entièreté et dans sa situation après transfert des terres;"

2° au § 1^{er}bis, le 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"2° lorsqu'il s'agit de titres et créances visés au § 1^{er}, 2°, les conditions suivantes doivent être remplies :

- la succession doit comprendre la transmission de titres représentant au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale, à la date du décès;

- au cas où l'ensemble des titres qui ont été transmis lors de la succession en cause représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionariat doit en outre être conclu pour une période minimale de cinq ans à compter de la date du décès, et porter sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionariat, les parties s'engagent à respecter les conditions visées au § 3.

Le présent tiret n'est toutefois pas applicable, lorsque l'ensemble des droits de vote à l'assemblée générale détenus par le défunt, par son conjoint ou cohabitant légal, par des ascendants ou descendants du défunt et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, par des frères et sœurs du défunt et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, et par des descendants des frères et sœurs du défunt et de son conjoint ou cohabitant légal, ainsi que leurs époux ou cohabitants légaux, atteint au moins 50 % au jour du décès;"

Art. 42. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 38, 2°, deuxième tiret, et de l'article 40, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

CHAPITRE VIII. — *Mesures en matière de définition du cohabitant légal en droit fiscal wallon*

Art. 43. Dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, il est inséré un article 50bis, rédigé comme suit :

"Art. 50bis. Pour l'application de la présente section, on entend par :

- époux ou conjoint, la personne qui, au moment de la transmission, était dans une relation de mariage avec l'acquéreur conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la transmission, était dans une relation de mariage avec l'acquéreur conformément au Chapitre III du Code de droit international privé;

- cohabitant légal : la personne qui, au moment de la transmission, était domiciliée avec l'acquéreur et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la transmission, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec l'acquéreur, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code."

Art. 44. A l'article 131 du même Code, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

"Pour l'application de la présente section, on entend par :

- époux ou conjoint : la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément au Chapitre III du Code de droit international privé;

- cohabitant légal : la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée avec le donateur et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le donateur, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code."

Art. 45. Dans le Code des droits de succession, l'article 3 est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 3. Pour l'application du Livre premier du présent Code, on entend par :

- époux ou conjoint : sans préjudice de l'article 50, la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était dans une relation de mariage avec le défunt conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était dans une relation de mariage avec le défunt conformément au Chapitre III du Code de droit international privé;

- cohabitant légal : la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était domiciliée avec le défunt et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le défunt, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code."

Art. 46. A l'article 48 du Code des droits de succession, le dernier alinéa, tel qu'inséré par le décret du 14 novembre 2001, est abrogé.

Art. 47. L'article 100, § 2, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est remplacé par l'alinéa suivant :

"Pour l'application de la mesure visée à l'alinéa 1^{er}, on entend par :

- "époux" : la personne qui, à la date de la nouvelle immatriculation, était dans une relation de mariage avec le détenteur de l'immatriculation précédente conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, à la date de la nouvelle immatriculation, était dans une relation de mariage avec le détenteur de l'immatriculation précédente conformément au Chapitre III du Code de droit international privé;

- "cohabitant légal" : la personne qui, à la date de la nouvelle immatriculation, était domiciliée avec le détenteur de l'immatriculation précédente et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, à la date de la nouvelle immatriculation, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le détenteur de l'immatriculation précédente, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code";

- "cessation de cohabitation légale" : la fin du statut de cohabitants légaux suite à une déclaration de cessation de cohabitation légale, établie conformément à l'article 1476, § 2, du Code civil, ainsi que la fin de la relation de vie commune conformément au Chapitre IV du Code de droit international privé."

Art. 48. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IX. — *Compensation budgétaire en faveur des communes et des provinces*

Art. 49. Par dérogation le cas échéant à certaines dispositions du décret programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, le montant des compensations qui auraient dû être accordées annuellement, pour les années 2010 et suivantes, à l'ensemble des communes dans le cadre des mesures prévues par ou en vertu des chapitres IV à VI du décret précité, est remplacé par une compensation annuelle à charge du budget de la Région wallonne d'un montant global équivalent au montant des compensations qui aurait dû être accordées à la commune annuellement calculé sur base des pertes réelles, duquel est déduit les montants dont la commune a bénéficié en application de la modification de l'article 257, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 prévue à l'article 2 du présent décret.

Le Gouvernement précise les modalités de mise en œuvre du présent article en veillant à assurer globalement par commune la neutralité budgétaire vis-à-vis des communes.

Art. 50. Par dérogation le cas échéant à certaines dispositions du décret programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, le montant des compensations qui auraient dû être accordées annuellement, calculé sur base des pertes réelles, pour les années 2010 et suivantes, aux provinces dans le cadre des mesures prévues par ou en vertu des chapitres IV à VI du décret précité, est remplacé par une compensation annuelle résultant des montants dont ont bénéficié les provinces en application de la modification de l'article 257, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 prévue à l'article 2 du présent décret.

Le Gouvernement précise les modalités de mise en œuvre du présent article. Le cas échéant, afin d'assurer globalement la neutralité budgétaire, une diminution de la dotation accordée au Fonds des Provinces est réalisée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 118(2009-2010). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4131

[2009/205876]

10. DEZEMBER 2009 — Dekret über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Immobiliensteuervorabzug*

Artikel 1 - In Artikel 255 des zuletzt durch das Dekret vom 27. April 2006 abgeänderten Einkommensteuergesetzbuches wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. In Abweichung von § 1 beläuft sich der Immobiliensteuervorabzug für die Immobiliengüter, deren Renovierung mit dem Zweck, sie in Passivhäuser umzubauen, den Anspruch auf die Gewährung der in Artikel 145/24, § 2, Absatz 1, 3^o vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Steuerermäßigung eröffnet hat, die spätestens am 31. Dezember 2012 zum ersten Mal als Passivhäuser bewohnt worden sind, und die am 1. Januar des Steuerjahres die einzige Wohnung des Steuerpflichtigen im Sinne von Artikel 257, Absatz 1, 1^o sind, die er an diesem Datum persönlich bewohnt, auf den folgenden Prozentsatz des am 1. Januar des Steuerjahres festgestellten Katastereinkommens, dies in Übereinstimmung mit Artikel 518:

1^o in dem ersten Steuerjahr, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen festgestellt wird, dass es sich bei der Wohnung um ein Passivhaus handelt: 1,25 % multipliziert mit 0,20;

2^o in dem zweiten Steuerjahr, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen festgestellt wird, dass es sich bei der Wohnung um ein Passivhaus handelt: 1,25 % multipliziert mit 0,40;

3^o in dem dritten Steuerjahr, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen festgestellt wird, dass es sich bei der Wohnung um ein Passivhaus handelt: 1,25 % multipliziert mit 0,60;

4^o in dem vierten Steuerjahr, das auf das Jahr folgt, im Laufe dessen festgestellt wird, dass es sich bei der Wohnung um ein Passivhaus handelt: 1,25 % multipliziert mit 0,80;

5^o in den folgenden Jahren: den in § 1 angegebenen Prozentsatz.

Der Absatz 1 verhindert nicht die eventuelle Anwendung eines niedrigeren Satzes, der kraft § 1 auf die Wohnung anwendbar wäre.

Die Feststellung, dass es sich bei der Wohnung um ein Passivhaus handelt, ergibt sich aus dem für die Gewährung der in Artikel 145/24, § 2, Absatz 1, 3^o, vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Steuerermäßigung benutzten Zertifikat."

Art. 2 - In Artikel 257 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1, 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1. eine Ermäßigung um ein Viertel des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf die einzige Wohnung des Steuerpflichtigen am 1. Januar des Steuerjahres, die er an diesem Datum persönlich bewohnt, wenn das Katastereinkommen dieser Wohnung zuzüglich des Katastereinkommens der Gesamtheit seiner in Belgien gelegenen unbeweglichen Güter 745 EUR nicht übersteigt.

Um zu bestimmen, ob die betreffende Wohnung die einzige Wohnung des Steuerpflichtigen ist, werden alle Immobilien berücksichtigt, die ganz oder teilweise als Wohnung dienen, und an denen der Steuerpflichtige die Gesamtheit oder ein Miteigentumsanteil eines dinglichen Rechts besitzt, ob sie in Belgien oder im Ausland gelegen sind. Folgende Wohnungen werden jedoch nicht berücksichtigt:

- a) andere Wohnungen, von denen er am 1. Januar des Steuerjahres nur bloßer Eigentümer ist;
- b) eine andere Wohnung, für die der Steuerpflichtige das ihm gehörende dingliche Recht spätestens am 31. Dezember des laufenden Steuerjahres tatsächlich abgetreten hat;
- c) eine andere Wohnung, die der Steuerpflichtige nicht persönlich bewohnt wegen
 - gesetzlicher oder vertraglicher Hindernisse, die die Bewohnung der Wohnung durch den Steuerpflichtigen selbst an diesem Datum unmöglich machen. Als solche gelten insbesondere nicht verbesserungsfähige Wohnungen im Sinne von Artikel 1, 14° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, die durch einen Vertreter des Ministers für Wohnungswesen oder einen Erlass des Bürgermeisters als solche anerkannt werden;
 - des Fortschrittsstandes der Bau- oder Renovierungsarbeiten, der es dem Steuerpflichtigen nicht ermöglicht, die Wohnung an diesem Datum tatsächlich zu bewohnen.

Diese Ermäßigung wird auf 50 Prozent gebracht für einen Zeitraum von fünf Jahren, der im ersten Jahr beginnt, für das der Immobiliensteuervorabzug geschuldet wird, sofern es sich um eine Wohnung handelt, die der Steuerpflichtige hat bauen lassen oder im Neuzustand gekauft hat, ohne eine in den diesbezüglichen Rechtsvorschriften vorgesehene Bau- oder Kaufprämie erhalten zu haben;"

2° Absatz 1, 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4. ein Erlass beziehungsweise eine proportionale Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs in einem verhältnismäßigen Maße mit der Dauer oder dem Umfang der Nichtbenutzung, Nichtaktivität oder Nichtproduktivität des Immobiliengutes:

- a) wenn ein unmöbliertes bebautes Immobiliengut während mindestens 180 Tagen im Laufe des Jahres unbenutzt und unproduktiv gewesen ist;
- b) wenn das Material und die Werkzeugausrüstung entweder völlig oder zu einem Teil, der mindestens 25 % ihres Katastereinkommens entspricht, im Laufe des Jahres mindestens 90 Tage lang außer Betrieb gewesen ist;
- c) wenn ein bebautes Immobiliengut oder Material und Werkzeugausrüstung entweder völlig oder zu einem Teil, der mindestens 25 % ihres jeweiligen Katastereinkommens entspricht, zerstört sind.

Die Bedingungen für die Ermäßigung müssen pro Katasterparzelle oder Teil einer Katasterparzelle beurteilt werden, wenn ein solcher Teil entweder eine separate Wohnung, oder eine Produktions- oder Aktivitätsabteilung oder -sektion, die separat arbeiten oder berücksichtigt werden kann, oder aber eine Einheit bildet, die von den anderen Gütern oder Teilen, die die Parzelle bilden, getrennt und separat katastriert werden kann.

Die Nichtproduktivität muss einen unbeabsichtigten Charakter haben. Das gleichzeitige Angebot zur Vermietung und zum Verkauf des Gutes durch den Steuerpflichtigen ist kein genügender Beweis für die Nichtproduktivität.

Ab dem Moment, wo das Gut unter Berücksichtigung des vorherigen Steuerjahres seit mehr als zwölf Monaten nicht mehr benutzt worden ist, kann der Erlass bzw. die proportionale Ermäßigung, sowie in dem vorstehenden Punkt a) erwähnt, nicht mehr gewährt werden, in dem Maße, wo die Periode der Nichtbewohnung zwölf Monate übersteigt, außer in dem Falle einer Immobilie, deren Steuerpflichtiger die dinglichen Rechte nicht ausüben kann wegen einer Kalamität, eines Falls höherer Gewalt, eines Verwaltungs- oder Strafverfahrens, durch das die freie Nutzung der Immobilie beeinträchtigt wird, dies bis zum Tag, wo diese Umstände, die die freie Nutzung der Immobilie beeinträchtigen, verschwunden sind. Als solches gilt insbesondere die Immobilie, die eine nicht verbesserungsfähige Wohnung im Sinne von Artikel 1, 14°, des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches bildet, die durch einen Vertreter des Ministers für Wohnungswesen oder einen Erlass des Bürgermeisters als solche anerkannt wird."

Art. 3 - In Art. 518, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 27. Dezember 2004, wird der Wortlaut "255, § 1" durch den Wortlaut "255, § 1 und § 3" ersetzt.

Art. 4 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Art. 1, Art. 2, 1°, und Art. 3 sind ab dem Steuerjahr 2010 anwendbar; Art. 2, 2° ist ab dem Steuerjahr 2009 anwendbar.

KAPITEL II — Registrierungsgebühren für den Verkauf von bescheidenen Wohnungen

Art. 5 - Artikel 53 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 53 - Die kraft Artikel 44 festgelegte Gebühr wird auf 5 % oder 6 % ermäßigt für den Verkauf an eine natürliche Person des Eigentums:

1° von ländlichen Immobilien, deren Katastereinkommen den in Art. 53bis festgelegten Höchstwert nicht übersteigt, nach Verhältnis der für die Feststellung der Gebühren benutzten und gemäß Art. 45 bis 50 bestimmten Besteuerungsgrundlage, die den in Art. 53ter festgelegten Höchstwert nicht übersteigt.

Gilt als ländliche Immobilie das Immobiliengut, das sich entweder aus Gebäuden und Grundstücken zusammensetzt, die für einen landwirtschaftlichen Betrieb verwendet oder bestimmt sind, oder das nur aus sich in diesem Fall befindenden Grundstücken besteht.

2° von Wohnungen, deren Katastereinkommen aus bebauten und nicht bebauten Gütern den in Art. 53bis festgelegten Höchstwert nicht übersteigt, nach Verhältnis der für die Feststellung der Gebühren benutzten und gemäß Art. 45 bis 50 bestimmten Besteuerungsgrundlage, die den in Art. 53ter festgelegten Höchstwert nicht übersteigt.

Gilt als Wohnung das Haus oder die Etage oder der Teil einer Etage eines Gebäudes, das bzw. die bzw. der durch eine Familie oder eine alleinlebende Person bewohnt wird oder werden soll, ggf. mit Anbauten, die gleichzeitig mit dem Haus oder der Etage oder dem Teil der Etage erworben wurden. Die Wallonische Regierung legt Regeln fest für die Bestimmung der Anbauten, auf welche diese Bestimmung anwendbar ist.

In den in Absatz 1, 1° und 2° vorgesehenen Fällen:

1° entweder beträgt der ermäßigte Satz, der auf die für die Feststellung der Gebühren benutzte und gemäß Artikeln 45 bis 50 bestimmte Besteuerungsgrundlage angewandt wird, 5 %, wenn der Verkauf zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekendarlehens in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) Anlass gibt";

2° oder in den anderen Fällen beträgt der ermäßigte Satz, der auf die für die Feststellung der Gebühren benutzte und gemäß Art. 45 bis 50 bestimmte Besteuerungsgrundlage angewandt wird, 6 %, nach Verhältnis des in Artikel 53ter angegebenen Höchstwerts, wobei der normale Tarif, der in Artikel 44 vorliegenden Gesetzbuches angegeben wird, auf den Teil angewandt wird, der den vorgenannten Wert übersteigt."

Art. 6 - Ein Artikel 53bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

"Art. 53bis - Das in Artikel 53 vorgesehene maximale Katastereinkommen wird auf folgende Werte festgelegt:

1° 323 EUR, wenn nur Grundstücke erworben werden;

2° 745 EUR wenn entweder eine bebaute Immobilie, oder zugleich eine bebaute Immobilie und Grundstücke erworben werden. Wenn der Erwerb eine Immobilie betrifft, die ganz oder teilweise zur Bewohnung dient, wird dieser Betrag um 100 EUR erhöht, wenn der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner am Datum der Erwerbsurkunde drei oder vier unterhaltsberechtignte Kinder haben, um 200 EUR erhöht, wenn sie an diesem Datum fünf oder sechs unterhaltsberechtignte Kinder haben, und 300 EUR, wenn sie an diesem Datum sieben oder mehr unterhaltsberechtignte Kinder haben. Ein unterhaltsberechtigntes Kinder, das zu mindestens 66 % durch einen Mangel oder eine Verminderung geistiger oder körperlicher Fähigkeiten wegen einer oder mehrerer Beschwerden geschädigt ist, gilt für zwei. Gelten als unterhaltsberechtignte Kinder die Kinder, die am Datum des Erwerbs dem Haushalt des Erwerbers angehören und während des Kalenderjahres vor diesem Datum keine persönlichen Einkünfte hatten, deren gemäß Artikel 142 und 143 des Einkommensteuergesetzbuches festgelegter Nettobetrag den in Artikel 136 desselben Gesetzbuches bestimmten Nettobetrag übersteigt.

Zudem ist die in Artikel 53 vorgesehene Ermäßigung der Registrierungsgebühr nur dann auf die zum Erwerb gehörenden Grundstücke anwendbar, wenn der Gesamtbetrag der Katastereinkommen für diese Grundstücke 323 EUR nicht übersteigt."

Art. 7 - Ein Artikel 53ter mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

"Art. 53ter - § 1. Der in Artikel 53 vorgesehene Höchstwert, auf den der durch denselben Artikel festgelegte ermäßigte Satz anwendbar ist, wird auf 210.000 EUR, 200.000 EUR bzw. 191.000 EUR festgelegt, je nachdem die erworbene Immobilie am 1. Juli des Jahres vor dem der Verkaufsvereinbarung der Immobilie in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck oder in einem Gebiet mit starkem Baudruck, gemäß Artikel 1, 13° und Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie), oder aber außerhalb dieser Gebiete liegt.

Die vorgenannten Höchstwerte werden ab dem Jahre 2011 jährlich an die Entwicklung des Index der Verbraucherpreise angepasst, gemäß folgender Formel: Betrag für das laufende Jahr x Index des Monats Juni eines Jahres/Index des Monats Juni des Vorjahres.

Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jedes Jahr ab dem Jahre 2010 die vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des folgenden Jahres anwendbaren Beträge im *Belgischen Staatsblatt*. Sie veröffentlicht ebenfalls im *Belgischen Staatsblatt* die Liste der Gemeinden, die am 1. Juli eines Jahres in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck oder einem Gebiet mit starkem Baudruck liegen, gemäß Artikel 1, 13° bzw. Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie).

Die Wallonische Regierung kann die Beträge des Absatzes 1 erhöhen. Sie befasst das Wallonische Parlament, sofort, wenn es versammelt ist, oder aber sobald seine nächste Sitzung eröffnet ist, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

Gegebenenfalls wird der in Absatz 1 genannte Betrag im Verhältnis zum verkauften Anteil herabgesetzt.

§ 2. Wenn die von einem Verkauf betroffene Immobilie bereits früher Gegenstand eines anderen Verkaufs im Sinne vorliegenden Artikels und zwischen denselben Parteien gewesen ist, und dieser Verkauf in den zwölf Monaten vor dem betreffenden Verkauf durch Vereinbarung annulliert, aufgehoben, aufgelöst, widerrufen oder gekündigt worden ist, sind der Höchstwert nach § 1 und der Status des Gebiets, wo sich die betreffende Gemeinde betrifft, die auf diesen letztgenannten Verkauf anwendbar sind, diejenigen, die für die betreffende Gemeinde im Jahre des vorherig annullierten, aufgehobenen, aufgelösten, widerrufenen oder gekündigten Verkaufs gültig waren."

Art. 8 - Artikel 54 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 19. Juli 1979, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 54 - Die in Artikel 53 vorgesehene Ermäßigung ist nicht auf den Verkauf eines ungeteilten Anteils anwendbar, es sei denn, dieser betrifft eine Etage oder den Teil einer Etage eines Gebäudes.

Die in Artikel 53 vorgesehene Ermäßigung ist auch nicht anwendbar, wenn der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner die Gesamtheit oder einen ungeteilten Anteil eines dinglichen Rechts an einem oder mehreren Immobilien besitzt, deren Katastereinkommen für die Gesamtheit oder den ungeteilten Teil mit demjenigen der erworbenen Immobilie zusammen einen Gesamtbetrag darstellt, der den in Artikel 53bis festgelegten Höchstbetrag übersteigt.

Die in Artikel 53, Absatz 1, 2° vorgesehene Ermäßigung ist auch nicht anwendbar, wenn der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner bereits die Gesamtheit oder einen ungeteilten Anteil eines dinglichen Rechts an einer anderen Immobilie besitzt, die ganz oder teilweise zur Bewohnung dient, ob sie in Belgien oder im Ausland liegt.

Zur Anwendung der Absätze 2 und 3 werden folgende Immobiliengüter jedoch nicht berücksichtigt:

1° Immobilien, für die der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner nur über das bloße Eigentum verfügt, und die bei der Erbschaft ihrer jeweiligen Aszendenten erworben worden sind;

2° unter der Bedingung, dass der Verkauf Gegenstand einer authentischen Urkunde gewesen ist: Immobilien, deren Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner das ihm gehörende dingliche Recht tatsächlich abgetreten hat, dies spätestens entweder im Jahre der authentischen Urkunde für den Erwerb der Immobilie, für die die Ermäßigung nach Artikel 53, Absatz 1, 2° beansprucht werden kann, oder im Jahre der ersten Bewohnung der einem Grundstück, für das die Ermäßigung nach Artikel 57 ggf. beansprucht werden kann, gebauten Immobilie;

3° unter der Bedingung, dass der Verkauf Gegenstand einer authentischen Urkunde gewesen ist: Immobilien, die der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner wegen gesetzlicher oder vertraglicher Hindernisse, die die Bewohnung der Immobilie durch diese Person selbst am Datum der authentischen Urkunde unmöglich machen, nicht persönlich bewohnt. Als solche gelten insbesondere Immobilien, die nicht verbesserungsfähige Wohnungen im Sinne von Artikel 1, 14° des Wallonischen Wohnungsbuches sind, die durch einen Vertreter des Ministers für Wohnungswesen oder einen Erlass des Bürgermeisters als solche anerkannt werden.

Die in Artikel 53 vorgesehene Ermäßigung ist unter keinen Umständen auf die Grundstücke anwendbar, die dem neuen Erwerb angehören, wenn ihr Katastereinkommen zusammen mit dem Katastereinkommen der Grundstücke, die der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner bereits besitzt, 323 EUR übersteigt. In Abweichung von dieser Bestimmung werden die Grundstücke, für die der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner nur über das bloße Eigentum verfügt, und die bei der Erbschaft ihrer jeweiligen Aszendenten erworben worden sind, nicht berücksichtigt."

Art. 9 - Artikel 55, Absatz 1, 2° desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° die Urkunde, oder eine beglaubigte und am Fuß der Urkunde vom Erwerber unterschriebene Erklärung, muss Folgendes ausdrücklich angeben:

a) dass der Erwerber und sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner die Gesamtheit oder einen ungeteilten Anteil eines dinglichen Rechts an einer oder mehreren Immobilien nicht besitzen, deren Katastereinkommen für die Gesamtheit oder den ungeteilten Teil mit demjenigen der erworbenen Immobilie zusammen einen Gesamtbetrag darstellt, der den in Artikel 53*bis* festgelegten Höchstbetrag übersteigt, mit Ausnahme der Immobilien, die der Erwerber und sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner nur als bloßes Eigentum besitzen, und die bei der Erbschaft ihrer jeweiligen Aszendenten erworben worden sind;

b) bei Anwendung von Artikel 53, Absatz 1, 1°, dass die ländliche Immobilie von dem Erwerber, seinem Ehepartner, seinem gesetzlich zusammenwohnenden Partner oder ihren Nachkommen bewirtschaftet werden wird;

c) bei Anwendung von Artikel 53, Absatz 1, 2°, oder von Artikel 57, dass der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner nicht die Gesamtheit oder einen ungeteilten Anteil eines dinglichen Rechts an einer anderen Immobilie besitzen, die ganz oder teilweise zur Bewohnung dient, die in Belgien oder im Ausland liegt, mit Ausnahme der in Artikel 54, Absatz 4 genannten Immobilien; die in Artikel 54, Absatz 4, 2° genannten, noch zu verkaufenden Immobilien sind jedoch Gegenstand eines getrennten Vermerks, in dem ihre genaue Ortslage und die Art des dinglichen Rechts, über das der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner an dieser Immobilie verfügt, angegeben werden;

d) bei Anwendung von Artikel 53, Absatz 1, 2° oder von Artikel 57, dass der Erwerber oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner seine Eintragung in das Bevölkerungsregister oder Fremdenregister an der Anschrift der erworbenen Immobilie erhalten wird;

e) das Datum, an dem die Kaufvereinbarung, die die Auferlegung der Gebühren nach sich zieht, eingetreten ist, in Übereinstimmung mit Artikel 19, Absatz 1, 2°; wenn die von einem Verkauf betroffene Immobilie bereits früher Gegenstand eines anderen Verkaufs im Sinne von Artikel 53*ter* oder 57*bis* und zwischen denselben Parteien gewesen ist, und dieser Verkauf in den zwölf Monaten vor dem betreffenden Verkauf durch Vereinbarung annulliert, aufgehoben, aufgelöst, widerrufen oder gekündigt worden ist, gibt die Urkunde auch das Datum des vorherig annullierten, aufgehobenen, aufgelösten, widerrufenen oder gekündigten Verkaufs an."

Art. 10 - Artikel 57 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Juni 1960, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 57 - Unter Berücksichtigung der in Artikel 54 vorgesehenen Einschränkungen wird die kraft Artikel 44 festgelegte Gebühr auf 6% verringert, oder aber auf 5% wenn der Verkauf Anlass gibt zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekendarlehens in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)", für Verkäufe an eine natürliche Person des Eigentums an einem Grundstück, das der Standort einer Wohnung bilden wird, unter der Voraussetzung,

1° dass das erworbene Gut und die bebaute Immobilie den Bedingungen nach Artikel 53, Absatz 1, 2 genügen, mit Ausnahme der dort angeführten Bedingung betreffend den Höchstwert, auf den der dort vorgesehene ermäßigte Satz angewandt werden kann.

Der Verkaufswert der gesamten vom Erwerber allein oder mit anderen Personen im Sinne von Art. 46 gebauten Immobilie, so wie am Datum des Erwerbs des Grundstücks bewertet, darf den in Art. 57*bis* festgelegten Höchstwert jedoch nicht übersteigen;

2° dass die Erwerbsurkunde die kraft Artikel 55, Absatz 1, 2° verlangten Angaben anführt.

In diesem Fall wird die Urkunde, mit Ausnahme der in Artikel 58 vorgesehenen Rückerstattung, nach dem Ende des Baus mit der gewöhnlichen Gebühr registriert.

Das maximale Katastereinkommen der gebauten Immobilie und ihrer Anbauten ist dasjenige, das in Art. 53*bis*, Absatz 1, 2° angegeben ist, gemäß den in dieser Bestimmung vorgesehenen Unterscheidungen, wobei aber das Datum des Erwerbs durch das Datum ersetzt wird, an dem das Katastereinkommen nach der Fertigstellung der Bauarbeiten bestimmt wird."

Art. 11 - Ein Artikel 57bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

"Art. 57bis - § 1. Der in Artikel 57, Absatz 1, 1° vorgesehene Verkaufswert der Gesamtheit der bebauten Immobilie wird auf 210.000 EUR, 200.000 EUR bzw. 191.000 EUR festgelegt, je nachdem die bebaute Immobilie am 1. Juli des Jahres vor dem der Verkaufsvereinbarung des Grundstücks in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck oder in einem Gebiet mit starkem Baudruck, gemäß Artikel 1, 13° und Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie), oder aber außerhalb dieser Gebiete liegt.

Die vorgenannten maximalen Verkaufswerte werden ab dem Jahre 2011 jährlich an die Entwicklung des Index der Verbraucherpreise angepasst, gemäß folgender Formel: Betrag für das laufende Jahr x Index des Monats Juni eines Jahres/Index des Monats Juni des Vorjahres.

Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jedes Jahr ab dem Jahre 2010 die vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des folgenden Jahres anwendbaren Beträge im *Belgischen Staatsblatt*. Sie veröffentlicht ebenfalls im Belgischen Staatsblatt die Liste der Gemeinden, die am 1. Juli eines Jahres in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck oder einem Gebiet mit starkem Baudruck liegen, gemäß Artikel 1, 13° bzw. Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie).

Die Wallonische Regierung kann die Beträge des Absatzes 1 erhöhen. Sie befasst das Wallonische Parlament, sofort, wenn es versammelt ist, oder aber sobald seine nächste Sitzung eröffnet ist, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 2. Der Höchstwert nach § 1, der auf die bebaute Immobilie anwendbar ist, ist derjenige, der für die betreffende Gemeinde im Jahre des Verkaufs des Grundstücks gültig ist.

Wenn das von einem Verkauf betroffene Grundstück bereits früher Gegenstand eines anderen Verkaufs im Sinne vorliegenden Artikels und zwischen denselben Parteien gewesen ist, und dieser Verkauf in den zwölf Monaten vor dem betreffenden Verkauf durch Vereinbarung annulliert, aufgehoben, aufgelöst, widerrufen oder gekündigt worden ist, sind der Höchstwert nach § 1 und der Status der betreffenden Gemeinde, die auf diesen letztgenannten Verkauf anwendbar sind, diejenigen, die für die betreffende Gemeinde im Jahre des vorherig annullierten, aufgehobenen, aufgelösten, widerrufenen oder gekündigten Verkaufs des Grundstücks gültig waren."

Art. 12 - In Artikel 58 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 23. Dezember 1958, werden die Absätze 1 und 2 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"In den in Artikel 56 und 57 genannten Fällen wird der über die ermäßigte Gebühr hinaus vereinnahmte Betrag zurückerstattet auf Vorlage eines nach der Bestimmung des Katastereinkommens ausgestellten Auszugs der Katasterheberrolle sowie, in dem einzigen Fall von Artikel 57, der Abrechnung der Baukosten der Immobilie und einer Schätzung ihres Verkaufswerts, im Sinne von Artikel 46, wie am Datum des Erwerbs des Grundstücks eingeschätzt.

Der kraft Artikel 53bis festgelegte anwendbare maximale Wert des Katastereinkommens ist derjenige, der am Datum der Erwerbsurkunde gültig war."

Art. 13 - In Artikel 59 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Im Falle einer Ungenauigkeit in den in Artikel 55, Absatz 1, 2°, e) vorgesehenen Angaben, ist Artikel 204 anwendbar."

Art. 14 - Artikel 60 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 60 - Der Anspruch auf die in Artikel 53, Absatz 1, 1° genannte Ermäßigung wird nur dann aufrechterhalten, wenn der Erwerber, sein Ehepartner, sein gesetzlich zusammenwohnender Partner oder ihre Nachkommen die ländliche Immobilie selbst bewirtschaften. Diese Bewirtschaftung muss binnen einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum des Erwerbs angefangen haben, und binnen einer ununterbrochenen Frist von mindestens drei Jahren eine feststehende Tatsache bleiben.

Der Anspruch auf die in Artikel 53, Absatz 1, 2° genannte Ermäßigung und auf die in Artikel 57 genannte Ermäßigung wird nur dann aufrechterhalten, wenn der Erwerber, sein Ehepartner oder sein gesetzlich zusammenwohnender Partner im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister an der Anschrift der erworbenen Immobilie eingetragen ist. Diese Eintragung muss binnen einer Frist von drei Jahren ab dem Datum der authentischen Erwerbsurkunde stattfinden, und muss während einer ununterbrochenen Frist von mindestens drei Jahren aufrechterhalten werden.

Die Ermäßigung bleibt jedoch gesichert, wenn die Nichterfüllung dieser Bedingungen die Folge eines Falls höherer Gewalt oder eines zwingenden Grundes medizinischer, familiärer, beruflicher oder sozialer Art ist. Unter zwingendem Grund gesundheitlicher Art im Sinne des vorliegenden Absatzes versteht man insbesondere einen Zustand, in dem seitens des Erwerbers, seines Ehepartners, seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, seiner Nachkommen oder der Nachkommen seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners ein Pflegebedürfnis vorliegt, das nach dem Kauf der Immobilie aufgetreten ist und diese Personen in die Unmöglichkeit versetzt hat, sich tatsächlich zu installieren, das Immobiliengut zu bewirtschaften oder darin zu bleiben, selbst mit der Hilfe seiner Familie oder eines Familienhilfedienstes."

Art. 15 - In Artikel 61 desselben Gesetzbuches wird der Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Im Falle des Verlusts der Ermäßigung wegen der Nichteintragung binnen der in Artikel 60, Absatz 2, genannten Frist und während der dort genannten Dauer sowie im Falle des Verlusts der Ermäßigung wegen der Nichtdurchführung des Wiederverkaufs eines Wohngebäudes im Sinne von Artikel 54, Absatz 4, 2°, entweder spätestens im Jahre der authentischen Erwerbsurkunde der Immobilie, für die der Anspruch auf die Ermäßigung nach Artikel 53, Absatz 1, 2° gewährt werden kann, oder im Jahre der ersten Benutzung der Immobilie, die auf einem Grundstück gebaut wurde, für das der Anspruch auf die Ermäßigung nach Artikel 57 gewährt werden kann, schuldet der Erwerber neben der zusätzlichen Gebühr noch einen Zuschlag, der diesem Betrag gleich ist."

Art. 16 - Die Artikel 3, 4, 7 und 8 des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1940 über die Durchführung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 17 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

KAPITEL III — *Änderungen des Ökobonus und Ökomalus*

Art. 18 - Artikel 4 des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug ein anderes, bei seiner Ingebrauchnahme neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug ersetzt, wird der Ökobonus aufgrund der positiven Differenz der CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des vorherigen ersetzten Kraftfahrzeugs berechnet.

§ 2. Diese positive Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs und des vorherigen ersetzten Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert.

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs" genannt:

I	II
CO ₂ -Emissionen des Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat; der Minister für Haushalt und Finanzen der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person an die mit der Verwaltung des Ökobonus beauftragten Dienststelle.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, ebenfalls um 1 herabgesetzt.

b) die gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des älteren Kraftfahrzeugs darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Kategorie der Emissionen des älteren Kraftfahrzeugs) - (gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs).

Wenn die bei dieser Subtraktion erhaltene Ziffer positiv ist, hat der Empfangsberechtigte Anspruch auf die Auszahlung des Ökobonus durch die Wallonische Region, dessen Betrag durch Artikel 5 festgelegt wird."

Art. 19 - A. Artikel 5 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - § 1. Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Differenz der CO ₂ -Emissionen darstellt	Betrag des Ökobonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 und darüber	400 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 4 liegt;

b) entspricht der Betrag des Ökobonus 1.200 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs unter 2 liegt;

c) entspricht der Betrag des Ökobonus 800 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist;

d) entspricht der Betrag des Ökobonus 400 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 3 ist.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 2. Den Betrag des Ökobonus, der sich aus dem § 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen."

B. Artikel 5 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - § 1. Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Differenz der CO ₂ -Emissionen darstellt	Betrag des Ökobonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 und darüber	400 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 4 liegt;

b) entspricht der Betrag des Ökobonus 1.200 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs unter 2 liegt;

c) entspricht der Betrag des Ökobonus 800 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist;

d) entspricht der Betrag des Ökobonus 400 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 3 ist;

e) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn das auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommene Kraftfahrzeug ein neues Kraftfahrzeug ist, dessen Katalogpreis über 20.000 EUR exkl. MwSt. und ohne Optionen liegt, wobei dieser Betrag um 5.000 EUR erhöht wird, wenn der Empfangsberechtigte mindestens drei unterhaltsberechtignte Kinder hat oder wenn der Empfangsberechtigte mindestens ein unterhaltsberechtigntes behindertes Kind hat oder wenn der Empfangsberechtigte selbst behindert ist; in Abweichung davon entspricht der vorerwähnte Katalogpreis von 20.000 EUR einem Betrag von 30.000 EUR, wenn das betreffende Fahrzeug:

- entweder ein Hybrid-Elektrofahrzeug im Sinne des Artikels 1, § 2, 43° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör ist, unter der Bedingung, dass die Kategorie dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeugs gleich 1 ist;

- oder ein Fahrzeug ist, dessen einzige Energiequelle die Elektrizität ist.

Der Katalogpreis ist der Preis, der vom Hersteller oder dessen Bevollmächtigten im Staat, wo das Fahrzeug gekauft wird und zum Zeitpunkt seiner Ingebrauchnahme, für den Verkauf an den Benutzer neuer Personenkraftwagen und neuer Kombiwagen gleichen Typs festgelegt wurde, multipliziert mit dem Koeffizienten, der durch die Teilung der durchschnittlichen Preisindexe des Jahres 2007 durch die durchschnittlichen Preisindexe des Jahres, das der Ingebrauchnahme des betreffenden Kraftfahrzeugs vorhergeht, erreicht wird.

Als behindert im Sinne der vorliegenden Bestimmung wird jede Person betrachtet, die am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs mindestens zu 66% durch einen Mangel oder eine Verminderung der körperlichen oder geistigen Fähigkeiten wegen einer oder mehrerer Beschwerden geschädigt ist; außer bei Beweis des Gegenteils, der von der Dienststelle zu erbringen ist, die die Verwaltung des Ökobonus übernimmt, gelten als solche behinderte Personen am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs diejenigen Personen:

- für die der Empfangsberechtigte am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs Anspruch auf Familienzulagen oder garantierte Familienleistungen mit Gewährung eines Zuschlags zum Betrag dieser Familienzulagen oder garantierten Familienleistungen in Anwendung je nach Fall des Artikels 20, § 2, § 2*bis* und § 3 des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 zur Festlegung der Regelung der Familienleistungen für Selbstständige oder des Artikels 47 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1939 über die koordinierten Gesetze bezüglich der Familienbeihilfen für Lohnempfänger erheben kann;

- oder deren Behinderung Anspruch auf die Befreiung von der Fernsehgebühr gemäß Artikel 19, Absatz 1, 3^o bis 6^o des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren gibt.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 2. Den Betrag des Ökobonus, der sich aus dem § 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen."

Art. 20 - Artikel 6 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - § 1. Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug bei seiner Ingebrauchnahme kein anderes Kraftfahrzeug ersetzt, wird der Ökobonus aufgrund der positiven Differenz der CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge angewandt.

§ 2. Diese positive Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtignte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtignte Kinder hat; der Minister für Haushalt und Finanzen der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person an die mit der Verwaltung des Ökobonus beauftragten Dienststelle.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdöl als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, ebenfalls um 1 herabgesetzt.

b) die CO₂-Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert.

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge	Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

c) die gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge) - (gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs).

Wenn die bei dieser Subtraktion erhaltene Ziffer positiv ist, hat der Empfangsberechtigte Anspruch auf die Auszahlung des Ökobonus durch die Wallonische Region, dessen Betrag durch Artikel 7 festgelegt wird."

Art. 21 - A. Artikel 7 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - § 1. Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Differenz der CO ₂ -Emissionen darstellt	Betrag des Ökobonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 und darüber	400 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 4 liegt;

b) entspricht der Betrag des Ökobonus 1.200 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs unter 2 liegt;

c) entspricht der Betrag des Ökomalus 800 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist;

d) entspricht der Betrag des Ökobonus 400 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 3 ist.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 2. Den Betrag des Ökobonus, der sich aus dem § 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen."

B. Artikel 7 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 7 - § 1. Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Differenz der CO ₂ -Emissionen darstellt	Betrag des Ökobonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 und darüber	400 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 4 liegt;

b) entspricht der Betrag des Ökobonus 1.200 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs unter 2 liegt;

c) entspricht der Betrag des Ökobonus 800 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist;

d) entspricht der Betrag des Ökobonus 400 EUR, wenn die eventuell gemäß Artikel 6, § 2, a) herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 3 ist;

e) entspricht der Betrag des Ökobonus 0 EUR, wenn das auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommene Kraftfahrzeug ein neues Kraftfahrzeug ist, dessen Katalogpreis über 20.000 EUR exkl. MwSt. und ohne Optionen liegt, wobei dieser Betrag um 5.000 EUR erhöht wird, wenn der Empfangsberechtigte mindestens drei unterhaltsberechtignte Kinder hat oder wenn der Empfangsberechtigte mindestens ein unterhaltsberechtigntes behindertes Kind hat oder wenn der Empfangsberechtigte selbst behindert ist; in Abweichung davon entspricht der vorerwähnte Katalogpreis von 20.000 EUR einem Betrag von 30.000 EUR, wenn das betreffende Fahrzeug:

- entweder ein Hybrid-Elektrofahrzeug im Sinne des Artikels 1, § 2, 43° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör ist, unter der Bedingung, dass die Kategorie dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeugs gleich 1 ist;

- oder ein Fahrzeug ist, dessen einzige Energiequelle die Elektrizität ist.

Der Katalogpreis ist der Preis, der vom Hersteller oder dessen Bevollmächtigten im Staat, wo das Fahrzeug gekauft wird und zum Zeitpunkt seiner Ingebrauchnahme, für den Verkauf an den Benutzer neuer Personenkraftwagen und neuer Kombiwagen gleichen Typs festgelegt wurde, multipliziert mit dem Koeffizienten, der durch die Teilung der durchschnittlichen Preisindexe des Jahres 2007 durch die durchschnittlichen Preisindexe des Jahres, das der Ingebrauchnahme des betreffenden Kraftfahrzeugs vorhergeht, erreicht wird.

Als behindert im Sinne der vorliegenden Bestimmung wird jede Person betrachtet, die am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs mindestens zu 66% durch einen Mangel oder eine Verminderung der körperlichen oder geistigen Fähigkeiten wegen einer oder mehrerer Beschwerden geschädigt ist; außer bei Beweis des Gegenteils, der von der Dienststelle zu erbringen ist, die die Verwaltung des Ökobonus übernimmt, gelten als solche behinderte Personen am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs diejenigen Personen:

- für die der Empfangsberechtigte am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs Anspruch auf Familienzulagen oder garantierte Familienleistungen mit Gewährung eines Zuschlags zum Betrag dieser Familienzulagen oder garantierten Familienleistungen in Anwendung je nach Fall des Artikels 20, § 2, § 2bis und § 3 des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 zur Festlegung der Regelung der Familienleistungen für Selbstständige oder des Artikels 47 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1939 über die koordinierten Gesetze bezüglich der Familienbeihilfen für Lohnempfänger erheben kann;

- oder deren Behinderung Anspruch auf die Befreiung von der Fernsehgebühr gemäß Artikel 19, Absatz 1, 3° bis 6° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren gibt.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 2. Den Betrag des Ökobonus, der sich aus dem § 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen.“

Art. 22 - In Artikel 11 desselben Dekrets vom 17. Januar 2008 werden die Wörter „durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 gegründete vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens“ durch die Wörter „operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (abgekürzt DGO7)“ ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 97, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird der Strich 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„- die zweite, „Ökomalus“ genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen der gebrauchten Kraftfahrzeuge, entweder im Falle einer negativen Differenz der von den in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugen verursachten CO₂-Emissionen im Verhältnis zu dem vorherigen ersetzten Kraftfahrzeug oder mangels dessen im Verhältnis zu dem Durchschnitt der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge, oder auf der alleinigen Grundlage der Kategorie der CO₂-Emissionen der neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeuge.“

Art. 24 - In Artikel 97bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, wird der § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 3. Die zweite, „Ökomalus“ genannte Komponente der für die in Artikel 94, 1° erwähnten Personenkraftwagen und Kombiwagen, die von einer natürlichen Person in Gebrauch genommen werden, deren Wohnsitz sich in der Wallonischen Region befindet, geschuldeten Steuer wird wie folgt berechnet:

- in Übereinstimmung mit den Artikeln 97quater und 97quinquies, wenn es sich um oben angegebene gebrauchte Personenkraftwagen und Kombiwagen handelt, die neu zugelassen werden als Ersatz für ein älteres Kraftfahrzeug, das vom Steuerpflichtigen nicht mehr benutzt wird; es wird davon ausgegangen, dass jedes unter einem schon vorher existierenden Zulassungszeichen neu zugelassene Fahrzeug sich in dieser Situation befindet;

- in Übereinstimmung mit den Artikeln 97*sexies* und 97*septies*, wenn es sich um oben angegebene gebrauchte Personenkraftwagen und Kombiwagen handelt, die unter einem neuen Zulassungszeichen neu zugelassen werden;
- in Übereinstimmung mit den Artikeln 97*octies* und 97*nonies* wenn es sich um oben angegebene neue Personenkraftwagen und Kombiwagen, ob um neue Kraftfahrzeuge, die neu zugelassen werden als Ersatz für ein älteres Kraftfahrzeug, das vom Steuerpflichtigen nicht mehr benutzt wird, oder ob um neue Kraftfahrzeuge, die unter einem neuen Zulassungszeichen neu zugelassen werden, handelt."

Art. 25 - In Artikel 97*ter* desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 5° werden die Wörter "durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 gegründeten vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens" durch die Wörter "operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (abgekürzt DGO7)" ersetzt;

2° es werden ein Punkt 6° und ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"6° "neues Kraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, dessen Baujahr nicht seit mehr als zwei Jahren datiert, das nicht mehr als 300 km auf dem Zähler hat und das noch nicht in Belgien oder anderswo zugelassen wurde;

7° "gebrauchtes Kraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, das kein neues Fahrzeug ist;"

Art. 26 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird der § 2, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"§ 2. Berechnung des Ökomalus im Falle der Ingebrauchnahme eines gebrauchten Kraftfahrzeugs als Ersatz für ein anderes Kraftfahrzeug.

Art. 97*quater* - § 1. Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes gebrauchtes Kraftfahrzeug bei seiner Ingebrauchnahme ein anderes Kraftfahrzeug ersetzt, wird der Ökomalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

Wenn die CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs jedoch unter 226 gr CO₂ liegen, wird der Ökomalus nur im Falle einer negativen Differenz der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Fahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des vorherigen ersetzten Kraftfahrzeugs auf diese Fahrzeuge angewandt.

§ 2. Diese negative Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs und des vorherigen ersetzten Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert.

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs" genannt:

I	II
CO ₂ -Emissionen des Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt.

b) die gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des älteren Kraftfahrzeugs darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Kategorie der Emissionen des älteren Kraftfahrzeugs) - (gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs).

§ 3. Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und "Ökomalus" genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97quinquies berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß § 2, a) berechnete Kategorie der CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt; sie findet nur Anwendung im Falle einer negativen Differenz der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des vorherigen ersetzten Kraftfahrzeugs, wenn die CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs unter 226 gr CO₂ liegen.

Art. 97quinquies - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97quater, § 2, a), Absätze 3 und 4 herabgesetzt	Betrag des Ökomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 und 18	1.500 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.000 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 15 ist;

b) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.200 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 16 ist;

c) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.500 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs über 16 liegt;

d) entspricht der Betrag des Ökomalus 0 EUR für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7^o des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

Dieser Betrag des Ökomalus bildet zusammen mit der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten ersten Komponente der Steuer die Zulassungssteuer für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeuge als Ersatz für ein anderes Kraftfahrzeug."

Art. 27 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird der § 3, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"§ 3. Berechnung des Ökomalus im Falle der Ingebrauchnahme eines gebrauchten Kraftfahrzeugs, wenn es kein anderes Kraftfahrzeug ersetzt.

Art. 97sexies - § 1. Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes gebrauchtes Kraftfahrzeug bei seiner Ingebrauchnahme kein anderes Kraftfahrzeug ersetzt, wird der Ökomalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

Wenn die CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs jedoch unter 226 gr CO₂ liegen, wird der Ökomalus nur im Falle einer negativen Differenz der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Fahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge auf diese Fahrzeuge angewandt.

§ 2. Diese negative Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat; der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt.

b) die CO₂-Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert.

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge	Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14

I	II
CO ₂ -Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge	Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

c) die gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge) - (gegebenenfalls gemäß Punkt a) herabgesetzte Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs).

§ 3. Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und "Ökomalus" genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97^{septies} berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß § 2, a) berechnete Kategorie der CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt; sie findet nur Anwendung im Falle einer negativen Differenz der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des Durchschnitts der in Betrieb genommenen Kraftfahrzeuge, wenn die CO₂-Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs unter 226 gr CO₂ liegen.

Art. 97^{septies} - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97 ^{sexies} , § 2, a), Absätze 3 und 4 herabgesetzt	Betrag des Ökomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 und 18	1.500 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

a) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.000 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 15 ist;

b) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.200 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 16 ist;

c) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.500 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeugs über 16 liegt;

d) entspricht der Betrag des Ökomalus 0 EUR für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7^o des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

Dieser Betrag des Ökomalus bildet zusammen mit der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten ersten Komponente der Steuer die Zulassungssteuer für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen gebrauchten Kraftfahrzeuge, wenn kein anderes Kraftfahrzeug ersetzt wird.

Art. 28 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches wird ein § 3^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3^{bis}. Berechnung des Ökomalus im Falle der Ingebrauchnahme eines neuen Kraftfahrzeugs.

Art. 97^{octies} - § 1. Wenn ein neues Kraftfahrzeug auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommen wird, ob es bei seiner Ingebrauchnahme ein anderes Fahrzeug ersetzt oder nicht, wird der Ökomalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

§ 2. Die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 98	1
Von 99 bis 104	2
Von 105 bis 115	3
Von 116 bis 125	4
Von 126 bis 135	5
Von 136 bis 145	6
Von 146 bis 155	7
Von 156 bis 165	8
Von 166 bis 175	9
Von 176 bis 185	10
Von 186 bis 195	11
Von 196 bis 205	12
Von 206 bis 215	13
Von 216 bis 225	14
Von 226 bis 235	15
Von 236 bis 245	16
Von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtignte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtignte Kinder hat; der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt.

§ 3. Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und "Ökomalus" genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97*nonies* berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß § 2 berechnete Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt.

Art. 97*nonies* - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97 <i>octies</i> , § 2, a), Absätze 3 und 4 herabgesetzt	Betrag des Ökomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 und 18	1.500 EUR

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

- a) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.000 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeugs gleich 15 ist;
- b) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.200 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeugs gleich 16 ist;
- c) entspricht der Betrag des Ökomalus 1.500 EUR, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeugs über 16 liegt;

Die Wallonische Regierung kann die Beträge und Kategorien der Absätze 1 und 2 ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

Dieser Betrag des Ökomalus bildet zusammen mit der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten ersten Komponente der Steuer die Zulassungssteuer für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen Kraftfahrzeuge."

Art. 29 - In Artikel 97^{octies} desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, der zum Artikel 97^{dexies} wird, werden die Wörter "durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 gegründeten vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens" durch die Wörter "operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (abgekürzt DGO7)" ersetzt.

Art. 30 - Die Artikel 3, 4 und 5, Absatz 2 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen in das Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern werden außer Kraft gesetzt.

Art. 31 - Das vorliegende Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am 1. Januar 2010 in Kraft, mit Ausnahme:

- der Artikel 19, B., und 21, B., die an dem von der Wallonischen Regierung festgelegten Datum und frühestens am 1. Januar 2010 in Kraft treten;
- der Artikel 22, 25, 1°, und 29, die am 1. Juli 2009 wirksam werden;
- des Artikels 30, der am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

KAPITEL IV — Fernsehgebühr

Art. 32 - Die Artikel 7, B., 10 und 11, 2. Strich des Programmdekrets bezüglich des wallonischen Steuerwesens vom 18. Dezember 2008 werden außer Kraft gesetzt.

KAPITEL V — Steuer auf Spiele und Wetten und Spielautomatensteuer

Art. 33 - Artikel 80, § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

Kategorie der Automaten	Betrag der Steuer
A	1.700 EUR
B	1.100 EUR
C	350 EUR
D	250 EUR
E	150 EUR

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich ab dem Besteuerungszeitraum 2011 je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2010 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den am 1. Januar des darauffolgenden Jahres beginnenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden."

Art. 34 - Das vorliegende Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am 1. Januar 2010 in Kraft. Es wird ab dem Steuerjahr 2010 angewandt.

KAPITEL VI — Regionale Steuer auf Automaten

Art. 35 - Artikel 4, § 1 des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

- 1° für die automatischen Geldscheinautomaten oder für die automatisierten Schalter: 2.500 Euro pro Automaten oder automatisierten Schalter;
- 2° für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 700 Euro pro Zapfpistole;
- 3° wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.000 Euro pro Zähler.

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich ab dem Besteuerungszeitraum 2010 je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2010 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den laufenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden."

Art. 36 - Artikel 5, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, jährlich eine Erklärung vorzulegen, in der die Anzahl der während jedes beliebigen Zeitraums des vorhergehenden Jahres installierten und betriebenen steuerbaren Automaten festgestellt werden. Die Erklärung muss vor dem 30. April des auf das Jahr, das diese Erklärung betrifft, folgenden Jahres an die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle gerichtet werden.

Art. 37 - Das vorliegende Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Es wird ab dem Besteuerungszeitraum 2009 angewandt.

KAPITEL VII — Maßnahmen in Sachen Schenkungssteuern und Erbschaftssteuern

Art. 38 - In Artikel 140bis des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Punkt 1° durch folgenden Absatz ergänzt:

„Im Falle einer Übertragung von landwirtschaftlichen Böden an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, unabhängig von der Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Böden jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handlungsfonds bilden, mittels deren der Schenker allein oder mit anderen Personen am Tag der Schenkung eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, unter der Bedingung, dass diese Böden am Datum der Schenkung Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III, Titel VIII, Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen des § 2 und des Artikels 140quinquies, § 1, 1°, 2° und 3° der landwirtschaftliche Betrieb des Schenkungsempfängers, effektiver Betreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Böden zu betrachten ist.“;

2° in § 2 wird der Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

„2° wenn es sich um in § 1, 2° erwähnte Anteile und Forderungen handelt, müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

- die authentische Schenkungsurkunde muss am Tag der authentischen Schenkungsurkunde die Übertragung von Anteilen umfassen, die mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung darstellen;

- falls die Gesamtheit der durch die betreffende authentische Schenkungsurkunde übertragenen Anteile weniger als 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung darstellt, muss außerdem für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der sich auf mindestens 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung bezieht. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Parteien, die in Artikel 140quinquies, § 1 erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Der vorliegende Gedankenstrich wird jedoch nicht angewandt, wenn die Gesamtheit der Stimmrechte bei der Generalversammlung, die sich im Besitz des Schenkers, seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, von Verwandten in gerader aufsteigender Linie oder Nachkommen des Schenkers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, von Brüdern und Schwestern des Schenkers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, und von Nachkommen der Brüder und Schwestern des Schenkers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern befinden, am Tag der Schenkung mindestens 50% erreicht;“;

der Punkt 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„3° der Schenkungsempfänger, der die Anwendung der ermäßigten Steuer beantragt, muss dem zuständigen Einnahmer eine von der Regierung der Wallonischen Region ausgestellte Bescheinigung übergeben, in der bestätigt wird, dass die erforderlichen Bedingungen für die dort angegebenen Schenkungsempfänger erfüllt sind. Wenn die Bescheinigung dem Einnahmer nicht spätestens gleichzeitig mit der Registrierung der Urkunde übergeben wird, werden die Steuern zum Tarif der Artikel 131 bis 140 berechnet, und zwar vorbehaltlich einer Rückerstattung unter den Bedingungen des Artikels 209, 7°; in diesem Fall sind die Artikel 140bis bis 140octies auf die Güter anwendbar, für die die Steuer rückerstattet wird.

Zur Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts wird dieser Schenkungsempfänger, der die Anwendung der ermäßigten Steuer beantragt und Inhaber dieser Bescheinigung ist, „Fortsetzer“ genannt.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für die Beantragung und für die Ausstellung der besagten Bescheinigung, sowie die Unterlagen, die beizufügen sind.“

Art. 39 - In Artikel 140quater desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im französischen Text werden die Wörter „A défaut de remplir l'une des conditions prévues à l'article 140bis“ durch die Wörter „Si l'une des conditions prévues par l'article 140bis n'est pas remplie“ ersetzt;

2° diese Bestimmung wird durch die Wörter „unter Vorbehalt einer Rückerstattung unter den Bedingungen des Artikels 209, 7°“ ergänzt.

Art. 40 - In Artikel 140quinquies, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009:

1° wird der Punkt 4° mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

„4° die Fortsetzer, die die Zahlung der geschuldeten Steuer im Sinne des § 140sexies nicht angeboten haben, übermitteln nach Ablauf des fünfjährigen Zeitraums ab dem Datum der oben in den Punkten 1° bis 4° erwähnten authentischen Schenkungsurkunde eine unterzeichnete Erklärung, in der bescheinigt wird, dass die oben in den Punkten 1° bis 4° und in Absatz 2 erwähnten Bedingungen weiterhin erfüllt sind. Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Erklärung sowie die Schriftstücke, die ihr beizufügen sind;“;

2° der Punkt 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„6° auf jeden Antrag der von der Wallonischen Regierung bestimmten Bediensteten im Laufe des fünfjährigen Zeitraums ab dem Datum der oben in den Punkten 1° bis 4° erwähnten authentischen Schenkungsurkunde übermitteln die Fortsetzer, die die Zahlung der geschuldeten Steuer im Sinne des § 140sexies nicht angeboten haben, innerhalb des Monats ab dem Datum der Einsendung des Antrags, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, schriftlich die Unterlagen, durch die bewiesen wird, dass die Bedingungen zum Erhalt der ermäßigten Steuer weiterhin erfüllt sind, wenn Anzeichen vorliegen, aus denen geschlossen werden könnte, dass die oben in den Punkten 1° bis 4° und in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind. In dem Antrag werden die Anzeichen angegeben, aus denen geschlossen werden könnte, dass die oben in den Punkten 1° bis 4° oder in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.“

Art. 41 - In Artikel 60*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Punkt 1 durch folgenden Absatz ergänzt:

"Im Falle einer Erbschaftsübertragung von landwirtschaftlichen Böden an den Betreiber oder Mitbetreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die dort ausgeübt wird, sowie in gerader Linie, zwischen Ehegatten und gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, unabhängig von der Übertragung jeglichen Anteils der dort ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, werden diese Böden jedoch als Güter betrachtet, die ein Gesamtvermögen, einen Teilbetrieb oder einen Handelsfonds bilden, mittels deren der Erblasser allein oder mit anderen Personen am Tag des Todes eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübte, unter der Bedingung, dass diese Böden am Datum des Todes Gegenstand eines Pachtvertrags gemäß Abschnitt 3 des Buches III, Titel VIII, Kapitel II des Zivilgesetzbuches sind. In diesem Fall ist der Betrieb im Sinne der Bedingungen des § 1*bis*, 1° und des § 3, 1°, 2° und 3° der landwirtschaftliche Betrieb des Erbes, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers, effektiver Betreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird, wobei dieser Betrieb in seiner Gesamtheit und in der Situation nach Übertragung der Böden zu betrachten ist."

2° in § 1*bis* wird der Punkt 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° wenn es sich um in § 1, 2° erwähnte Anteile und Forderungen handelt, müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

- die Erbschaft muss die Übertragung von Anteilen enthalten, die am Tag des Todes mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung darstellen;

- falls die Gesamtheit der bei der betreffenden Erbschaft übertragenen Anteile weniger als 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung darstellt, muss außerdem für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren ab dem Datum des Todes ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der sich auf mindestens 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung bezieht. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Parteien, die in § 3 erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Der vorliegende Gedankenstrich wird jedoch nicht angewandt, wenn die Gesamtheit der Stimmrechte bei der Generalversammlung, die sich im Besitz des Erblassers, seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, von Verwandten in gerader aufsteigender Linie oder Nachkommen des Erblassers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, von Brüdern und Schwestern des Erblassers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, und von Nachkommen der Brüder und Schwestern des Erblassers und seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, sowie von deren Ehegatten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partnern befinden, am Tag des Todes mindestens 50% erreicht."

Art. 42 - Das vorliegende Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 38, 2°, 2. Strich, und des Artikels 40, die am 1. Januar 2010 in Kraft treten.

KAPITEL VII — Maßnahmen in Sachen Definition des gesetzlich zusammenwohnenden Partners im wallonischen Steuerrecht

Art. 43 - In das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch wird ein Artikel 50*bis* mit folgendem Wortlaut eingeführt:

"Art. 50*bis* - Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- Ehegatte oder Ehepartner: die Person, die zum Zeitpunkt der Übertragung mit dem Erwerber in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Übertragung mit dem Erwerber in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;

- gesetzlich zusammenwohnender Partner: die Person, die zum Zeitpunkt der Übertragung mit dem Erwerber ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel V*bis* des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Übertragung mit dem Erwerber ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand."

Art. 44 - In Artikel 131 desselben Gesetzbuches wird der letzte Absatz durch folgenden Absatz ersetzt:

"Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- Ehegatte oder Ehepartner: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;

- gesetzlich zusammenwohnender Partner: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel V*bis* des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand."

Art. 45 - In das Erbschaftssteuergesetzbuch wird Artikel 3 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

"Art. 3 - Zur Anwendung des Buches I des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

- Ehegatte oder Ehepartner: unbeschadet des Artikels 50 die Person, die zum Zeitpunkt Nachlasseroöffnung mit dem Erblasser in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Nachlasseroöffnung mit dem Erblasser in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;

- gesetzlich zusammenwohnender Partner: die Person, die zum Zeitpunkt der Nachlasseroöffnung mit dem Erblasser ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel V*bis* des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Nachlasseroöffnung mit dem Erblasser ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand."

Art. 46 - In Artikel 48 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird der letzte Absatz, so wie er durch das Dekret vom 14. November 2001 eingefügt wurde, außer Kraft gesetzt.

Art. 47 - Artikel 100, § 2, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Zur Anwendung der in Absatz 1 erwähnten Maßnahme gelten folgende Definitionen:

- „Ehegatte“: die Person, die am Datum der neuen Zulassung mit dem Inhaber der vorhergehenden Zulassung in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die am Datum der neuen Zulassung mit dem Inhaber der vorhergehenden Zulassung in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;

- „gesetzlich zusammenwohnender Partner“: die Person, die am Datum der neuen Zulassung mit dem Inhaber der vorhergehenden Zulassung ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel Vbis des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die am Datum der neuen Zulassung mit dem Inhaber der vorhergehenden Zulassung ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand.“

- „Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens“: das Ende des Statuts als gesetzlich zusammenwohnende Partner infolge einer gemäß Artikel 1476, § 2 des Zivilgesetzbuches erstellten Erklärung über die Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens, sowie das Ende der Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts.“

Art. 48 - Das vorliegende Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

KAPITEL IX — Haushaltsausgleich zugunsten der Gemeinden und Provinzen

Art. 49 - Gegebenenfalls in Abweichung von manchen Bestimmungen des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft wird der Betrag der Ausgleichssummen, die den gesamten Gemeinden im Rahmen der durch oder aufgrund der Kapitel IV bis VI des vorerwähnten Dekrets vorgesehenen Maßnahmen für die Jahre 2010 und die darauffolgenden Jahre jährlich hätten gewährt werden sollen, durch einen Jahresausgleich zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region in Höhe eines Gesamtbetrags ersetzt, der dem auf der Grundlage der Realverluste berechneten Betrag der Ausgleichs, die der Gemeinde jährlich hätten gewährt werden sollen, entspricht, von dem die Beträge abgezogen werden, die die Gemeinde in Anwendung der in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Abänderung des Artikels 257, Absatz 1, 1° und 4° des Einkommenssteuergesetzbuches 1992 in Anspruch genommen hat.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Durchführung des vorliegenden Artikels fest, wobei sie darauf achtet, pro Gemeinde die Haushaltsneutralität entgegen den Gemeinden global zu gewährleisten.

Art. 50 - Gegebenenfalls in Abweichung von manchen Bestimmungen des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft wird der auf der Grundlage der Realverluste berechnete Betrag der Ausgleichssummen, die den Provinzen im Rahmen der durch oder aufgrund der Kapitel IV bis VI des vorerwähnten Dekrets vorgesehenen Maßnahmen für die Jahre 2010 und die darauffolgenden Jahre jährlich hätten gewährt werden sollen, durch einen Jahresausgleich ersetzt, der sich aus den Beträgen ergibt, die die Provinzen in Anwendung der in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Abänderung des Artikels 257, Absatz 1, 1° und 4° des Einkommenssteuergesetzbuches 1992 in Anspruch genommen haben.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Durchführung des vorliegenden Artikels fest. Gegebenenfalls wird die dem Fonds der Provinzen gewährte Dotation verringert, um die Haushaltsneutralität global zu gewährleisten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Dezember 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2009-2010.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 118 (2009-2010) Nrn. 1 und 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Dezember 2009.

Diskussion - Abstimmungen.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4131

[2009/205876]

10 DECEMBER 2009. — Decreet houdende fiscale billijkheid en milieuefficiëntie voor het wagenpark en de passiefhuizen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I — Onroerende voorheffing

Artikel 1. Artikel 255 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen op de inkomsten 1992, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 27 april 2006, wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt:

"§ 3. Voor de onroerende goederen waarvan de vernieuwing met het oog op hun verbouwing tot passiefhuizen het recht heeft geopend op de toekenning van de belastingvermindering bepaald bij artikel 145/24, § 2, eerste lid, 3°, van dit Wetboek, die voor het eerst uiterlijk 31 december 2012 als passiefhuizen werden bewoond, die op 1 januari van het aanslagjaar de enige woning van de belastingplichtige vormen in de zin van artikel 257, eerste lid, 1°, en die hij op dezelfde datum persoonlijk bewoont, bedraagt de onroerende voorheffing, in afwijking van § 1, volgend percentage van het kadastraal inkomen, zoals vastgelegd op 1 januari van het aanslagjaar, overeenkomstig artikel 518:

1° tijdens het eerste aanslagjaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan is vastgesteld dat de woning een passiefhuis is: 1,25 % vermenigvuldigd met 0,20;

2° tijdens het tweede aanslagjaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan is vastgesteld dat de woning een passiefhuis is: 1,25 % vermenigvuldigd met 0,40;

3° tijdens het derde aanslagjaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan is vastgesteld dat de woning een passiefhuis is: 1,25 % vermenigvuldigd met 0,60;

4° tijdens het vierde aanslagjaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan is vastgesteld dat de woning een passiefhuis is: 1,25 % vermenigvuldigd met 0,80;

5° tijdens de volgende jaren: het percentage bedoeld in § 1.

Het eerste lid doet geen afbreuk aan de eventuele toepassing van een lager percentage dat krachtens § 1 van toepassing zou zijn op de woning.

De vaststelling dat de woning een passiefhuis is blijkt uit het getuigschrift op grond waarvan de bij artikel 145/24, § 2, eerste lid, 3°, van dit Wetboek bepaalde belastingvermindering toegekend wordt."

Art. 2. In artikel 257 van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt:

"1° een vermindering gelijk aan een kwart van de onroerende voorheffing betreffende de enige woning van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar, die hij op die datum persoonlijk bewoont, wanneer het kadastraal inkomen van die woning, verhoogd met het kadastraal inkomen van het geheel van zijn in België gelegen onroerende goederen, niet hoger is dan 745 EUR.

Om vast te stellen of bedoelde woning de enige woning van de belastingplichtige is, worden alle onroerende goederen in aanmerking genomen die geheel of gedeeltelijk voor de woning bestemd zijn en waarop de belastingplichtige het geheel of een onverdeeld aandeel van een zakelijk recht bezit, ongeacht of ze in België of in het buitenland gelegen zijn. Er wordt evenwel geen rekening gehouden met :

a) de overige woningen waarvan hij op 1 januari van het aanslagjaar slechts blote eigenaar is;

b) een andere woning waarop de belastingplichtige uiterlijk 31 december van het lopend aanslagjaar zijn zakelijk recht daadwerkelijk heeft afgestaan;

c) een andere woning die de belastingplichtige niet persoonlijk bewoont wegens :

- wettelijke of contractuele belemmeringen waardoor de belastingplichtige op die datum de woning niet zelf kan betrekken. Als dusdanig worden aangezien o.a. de woningen die onverbeterbaar zijn in de zin van artikel 1, 14°, van de Waalse huisvestingscode, als dusdanig erkend door een afgevaardigde van de Minister van Huisvesting of bij een besluit van de burgemeester;

- de stand van vordering van de bouw- of renovatiewerken waardoor de belastingplichtige de woning niet daadwerkelijk kan betrekken op dezelfde datum.

Die vermindering wordt tot 50 % verhoogd over een periode van 5 jaar die ingaat het eerste jaar waarvoor de onroerende voorheffing verschuldigd is, voor zover het gaat om een woning die de belastingplichtige heeft laten bouwen of nieuw heeft aangekocht, zonder een bouw- of aankooppremie te hebben genoten waarin de desbetreffende wetgeving voorziet;"

2° het eerste lid, 4°, wordt vervangen als volgt :

"4° kwijtschelding of verlaging van de onroerende voorheffing in verhouding tot de duur en de omvang van de leegstand, inactiviteit of improductiviteit van het onroerend goed :

a) indien een niet ingericht bebouwd onroerend goed minstens 180 dagen in de loop van het jaar onbezet en improductief is gebleven;

b) indien het geheel van het materieel en de outillage, of een deel hiervan dat minstens 25 % van het kadastraal ervan vertegenwoordigt, gedurende 90 dagen in de loop van het jaar inactief is gebleven;

c) indien het geheel van hetzij een bebouwd onroerend goed, hetzij van het materieel en de outillage, of een deel hiervan dat minstens 25 % van het respectieve kadastraal inkomen ervan vertegenwoordigt, vernietigd is.

De vermindervingsvoorwaarden worden per kadastraal perceel of per gedeelte van kadastraal perceel vastgelegd wanneer een dergelijk gedeelte hetzij een aparte woning, hetzij een productie- of activiteitsdepartement of -afdeling vormt die apart kunnen werken of apart in aanmerking genomen kunnen worden, hetzij een entiteit die gescheiden kan worden van de overige goederen of gedeelten waaruit het perceel bestaat en die apart gekadastraerd kan worden.

De improductiviteit moet van onvrijllige aard zijn. Alleen het feit dat het goed tegelijkertijd te huur en te koop aangeboden wordt door de belastingplichtige stelt de improductiviteit niet voldoende vast.

Vanaf het tijdstip waarop het goed sinds meer dan twaalf maanden niet meer in gebruik is, kan, rekening houdend met het vorige aanslagjaar, de evenredige vermindering of verlaging bedoeld in *a)* hierboven niet meer toegekend worden voor zover de leegstandperiode twaalf maanden overschrijdt, behalve in het geval van een onroerend goed waarop de belastingplichtige de zakelijke rechten niet kan uitoefenen wegens ramp, overmacht, een procedure of een administratief of gerechtelijk onderzoek waardoor het vrije genot van het onroerend goed belet wordt, tot de dag waarop die omstandigheden die het vrije genot van het onroerend belemmeren verdwijnen. Als dusdanig wordt beschouwd een onroerend goed dat onverbeterbaar is in de zin van artikel 1, 14°, van de Waalse huisvestingscode, als dusdanig erkend door een afgevaardigde van de Minister van Huisvesting of bij een besluit van de burgemeester."

Art. 3. In artikel 518, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt de nummering "255, § 1," vervangen door de nummering "255, § 1 en § 3,".

Art. 4. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De artikelen 1, 2, 1°, en 3 zijn toepasselijk vanaf het aanslagjaar 2010; artikel 2, 2°, is toepasselijk vanaf het aanslagjaar 2009.

HOOFDSTUK II. — *Registratierechten op de verkopen van bescheiden woningen*

Art. 5. Artikel 53 van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 53. Het bij artikel 44 vastgelegd recht wordt tot 5 % of tot 6 % verlaagd voor de verkopen aan een natuurlijke persoon van de eigendom :

1° van landgoederen waarvan het kadastraal inkomen niet hoger is dan het maximumbedrag waarin artikel 53*bis* voorziet, naar rato van de aanslagbasis gebruikt voor de vereffening van de rechten, vastgelegd overeenkomstig de artikelen 45 tot 50, die niet hoger is dan het maximumbedrag dat in artikel 53*ter* vastligt.

Als landgoed wordt aangezien het onroerend goed dat hetzij uit voor landbouwbedrijf aangewende of bestemde gebouwen en gronden, hetzij uit dergelijke gronden alleen bestaat;

2° woningen waarvan het kadastraal inkomen, gebouwd of ongebouwd, niet hoger is dan het maximumbedrag dat in artikel 53*bis* vastligt, naar rato van de aanslagbasis gebruikt voor de vereffening van de rechten, vastgelegd overeenkomstig de artikelen 45 tot 50, die niet hoger is dan het maximumbedrag dat in artikel 53*ter* vastligt.

Als woning wordt aangemerkt het huis of het geheel of het gedeelte van een verdieping van een gebouw, dat dient of zal dienen tot huisvesting van een gezin of één persoon, met in voorkomend geval de aanhorigheden die tegelijk met het huis, het geheel of het gedeelte van een verdieping worden verkregen.

De Waalse Regering legt regels vast voor het bepalen van de aanhorigheden waarop deze bepaling van toepassing is.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° :

1° hetzij, wanneer de verkoop aanleiding geeft tot de toekenning van een hypotheecair krediet aan de verkrijger overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social et des Guichets du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal krediet en van de Loketten voor sociaal krediet), of aan de toekenning van een hypotheecair krediet door het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemoeftoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie", bedraagt het verlaagd percentage 5 % , toegepast op de aanslagbasis die gebruikt wordt voor de vereffening van de rechten, vastgelegd overeenkomstig de artikelen 45 tot 50;

2° hetzij, in de andere gevallen, bedraagt het percentage 6 % , toegepast op de aanslagbasis die gebruikt wordt voor de vereffening van de rechten, vastgelegd overeenkomstig de artikelen 45 tot 50, naar rato van de maximumwaarde bedoeld in artikel 53*ter*, waarbij het normale tarief bedoeld in artikel 44 van deze Code op het overschot van genoemde waarde toegepast wordt.

Art. 6. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 53*bis*, luidend als volgt :

"Art. 53*bis*. Het maximaal kadastraal inkomen bedoeld in artikel 53 wordt vastgelegd op :

1° 323 EUR wanneer de aankoop slechts terreinen betreft;

2° 745 EUR wanneer de aankoop betrekking heeft hetzij op een gebouwd onroerend goed, hetzij tegelijkertijd op een gebouwd onroerend goed en op terreinen. Wanneer de aankoop betrekking heeft op een onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk voor de woning bestemd is, wordt dat bedrag met 100 EUR verhoogd indien de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende drie of vier kinderen ten laste hebben, met 200 EUR indien ze vijf of zes kinderen ten laste hebben en met 300 EUR indien ze zeven kinderen of meer ten laste hebben op de aankoopdatum. De kinderen ten laste van wie het lichamelijk of geestelijk vermogen wegens één of meer aandoeningen voor minstens 66 % gebrekkig of verminderd is, worden voor twee kinderen ten laste geteld. Als kinderen ten laste worden beschouwd de kinderen die op de datum van de aankoopakte deel uitmaken van het gezin van de verkrijger en die gedurende het kalenderjaar dat aan die datum voorafgaat persoonlijk niet beschikt hebben over inkomens waarvan het nettobedrag, berekend overeenkomstig de artikelen 142 en 143 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen op de inkomsten 1992, hoger is dan het nettobedrag bedoeld in artikel 136 van hetzelfde Wetboek.

Daarenboven is de vermindering van het registratierecht bedoeld in artikel 53 slechts toepasselijk op de terreinen inbegrepen in de aankoop als het totaal van de kadastrale inkomens van die terreinen niet hoger is dan 323 EUR."

Art. 7. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 53ter, luidend als volgt :

"Art. 53ter. § 1. Al naar gelang het aangeworven onroerend goed op 1 juli van het jaar dat voorafgaat aan dat van de verkoopovereenkomst gelegen is in een gebied met een zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met een hoge vastgoeddruk, respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemotkoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie", of buiten die gebieden, wordt de in artikel 53 bedoelde maximumwaarde, waarop het bij hetzelfde artikel berekend verminderd percentage van toepassing is, vastgelegd op respectievelijk 210.000 EUR, 200.000 EUR en 191.000 EUR.

Voorvoemde maximumwaarden worden vanaf het jaar 2011 jaarlijks aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen aangepast d.m.v. volgende formule : bedrag voor het lopende jaar vermenigvuldigd met de index van de maand juni van een jaar en gedeeld door de index van de maand juni van het voorafgaande jaar.

De bedragen die van 1 januari tot 31 december van het volgend jaar toepasselijk zijn worden vanaf het jaar 2010 jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. Ook de lijst van de gemeenten gelegen in een gebied met zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met hoge vastgoeddruk, bedoeld in respectievelijk artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemotkoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie" wordt door hetzelfde directoraat-generaal jaarlijks op 1 juli in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Waalse regering kan de bedragen van het eerste lid verhogen. Ze legt een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement over, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

In voorkomend geval wordt het maximumbedrag bedoeld in het eerste lid verminderd naar rato van de verkochte quotiteit.

§ 2. Wanneer het te koop aangeboden onroerend goed al het voorwerp is geweest van een in dit artikel bedoelde andere verkoop tussen dezelfde partijen en wanneer die verkoop bij overeenkomst is geannuleerd, vernietigd, ontbonden, herroepen of opgezegd binnen twaalf maanden voor bedoelde verkoop, zijn de in § 4 bedoelde maximumwaarde en het statuut van het gebied waar bedoeld gebied gelegen is, toepasselijk op die laatste verkoop, die welke voor bedoelde gemeente van kracht zijn in de loop van het jaar van de voorheen geannuleerde, vernietigde, ontbonden, herroepen of opgezede verkoop."

Art. 8. Artikel 54 van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 december 1979, wordt vervangen als volgt :

"Art. 54. De in artikel 53 bedoelde verlaging is niet toepasselijk op de verkoop van een onverdeeld deel, tenzij dit deel verbonden is aan een verdieping of aan een verdiepinggedeelte van een gebouw.

De verlaging bedoeld in artikel 53 is evenmin toepasselijk indien de verkrijger of zijn echtgenoot of wettelijke samenwonende het geheel of een onverdeeld deel van een zakelijk recht bezit op één of meer onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen voor het geheel of voor het onverdeeld deel samen met dat van het verkregen onroerend goed meer bedraagt dan het maximumbedrag waarin artikel 53bis voorziet.

De verlaging bedoeld in artikel 53, eerste lid, 2°, is evenmin toepasselijk indien de verkrijger of zijn echtgenoot of wettelijke samenwonende al het geheel of een onverdeeld deel van een zakelijk recht bezit op een gebouw dat geheel of gedeeltelijk voor de woning bestemd is, ongeacht of het in België of in het buitenland gelegen is.

Voor de toepassing van het tweede en het derde lid wordt evenwel geen rekening gehouden met:

1° de onroerende goederen die de verkrijger of zijn echtgenoot of wettelijke samenwonende enkel in blote eigendom bezitten en die werd verkregen uit de nalatenschap van hun respectieve bloedverwanten in de opgaande lijn;

2° de voorwaarde dat de verkoop het voorwerp van een authentieke akte is geweest, de onroerende goederen waarvan de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende daadwerkelijk het hem toebehorende zakelijk recht heeft afgestaan, hetzij uiterlijk in de loop van het jaar van de authentieke akte van aankoop van het onroerend goed dat in aanmerking kan komen voor de verlaging bedoeld in artikel 53, eerste lid, 2°, hetzij in de loop van het jaar van de eerste bezetting van het onroerend goed gebouwd op een terrein dat in aanmerking kan komen voor de verlaging bedoeld in artikel 57;

3° de voorwaarde dat de verkoop het voorwerp van een authentieke akte is geweest, de onroerende goederen die de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende niet persoonlijk bezet wegens wettelijke of contractuele belemmeringen waardoor de bezetting van het onroerend goed door die persoon zelf op de datum van de authentieke akte onmogelijk gemaakt wordt. Als dusdanig worden aangezien o.a. de gebouwen die onverbeterbare woningen zijn in de zin van artikel 1, 14°, van de Waalse huisvestingscode, als dusdanig erkend door een afgevaardigde van de Minister van Huisvesting of bij een besluit van de burgemeester;

De verlaging bedoeld in artikel 53 is geenszins toepasselijk op de terreinen die deel uitmaken van de nieuwe aankoop als het kadastraal inkomen ervan, samen met dat van de terreinen die de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende al bezit, hoger is dan 323 EUR.

In afwijking van deze bepaling, wordt evenwel geen rekening gehouden met de terreinen die de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende enkel in blote eigendom bezit en die verkregen werden uit de nalatenschap van hun respectieve bloedverwanten in de opgaande lijn. "

Art. 9. Artikel 55, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt gewijzigd als volgt :

"2° de akte of een door de verkrijger gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte moet uitdrukkelijk vermelden:

a) dat de verkrijger en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende niet het geheel of een onverdeeld deel van een zakelijk recht bezitten op één of meer onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen voor het geheel of voor het onverdeelde deel, samen met dat van het verkregen onroerend goed, meer dan het krachtens artikel 53*bis* vastgestelde maximum bedraagt, afgezien van de onroerende goederen die de verkrijger en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende enkel in blote eigendom bezitten en die verkregen werden uit de nalatenschap van hun respectieve bloedverwanten in de opgaande lijn;

b) in geval van toepassing van artikel 53, eerste lid, 1°, dat het landgoed uitgebaat zal worden door de verkrijger, zijn echtgeno(o)t(e), zijn wettelijke samenwonende of hun nakomelingen;

c) in geval van toepassing van artikel 53, eerste lid, 2°, of van artikel 57, dat de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende niet het geheel of een onverdeeld deel van een zakelijk recht bezit op een ander gebouw dat geheel of gedeeltelijk voor woning bestemd is, in België of in het buitenland, afgezien van de onroerende goederen bedoeld in artikel 54, vierde lid; de nog te verkopen onroerende goederen bedoeld in artikel 54, vierde lid, 2°, zijn evenwel het voorwerp van een aparte melding met de nauwkeurige plaatsligging en de aard van het zakelijk recht waarvan de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende houder is op dat onroerend goed;

d) in geval van toepassing van artikel 53, eerste lid, 2°, of van artikel 57, dat de verkrijger of zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister ingeschreven zal worden op het adres van het verkregen onroerend goed;

e) de datum van de koopovereenkomst waarop de verschuldigdheid van de rechten is ontstaan, overeenkomstig artikel 19, eerste lid, 2°; wanneer het te koop aangeboden onroerend goed al het voorwerp is geweest van een in artikel 53*ter* of in artikel 57*bis* bedoelde andere verkoop tussen dezelfde partijen en wanneer die verkoop bij overeenkomst is geannuleerd, vernietigd, ontbonden, herroepen of opgezegd binnen twaalf maanden voor de verkoop waarop de akte betrekking heeft, vermeldt de akte eveneens de voorheen geannuleerde, vernietigde, ontbonden, herroepen of opgezegde verkoopdatum."

Art. 10. Artikel 57 van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 1960, wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 57. Met inachtneming van de beperkingen bedoeld in artikel 54, wordt het bij artikel 44 bepaalde recht verlaagd tot 6 % , of tot 5 % wanneer de verkoop aanleiding geeft tot de toekenning aan de verkrijger van een hypothecair krediet overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social et des Guichets du Crédit social" of aan de toekenning van een hypothecair krediet door het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie" overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemotkoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie", voor de verkopen aan een natuurlijke persoon van een terrein bestemd voor de vestiging van een woning voor zover :

1° het verkregen goed en het gebouwde goed voldoen aan de voorwaarden opgenomen in artikel 53, eerste lid, 2°, met uitzondering van de voorwaarde die er in vermeld wordt met betrekking tot de maximumwaarde waarop de verlaagde voet waarin voorzien wordt toegepast kan worden.

De verkoopwaarde van het geheel van het goed, gebouwd door de verkrijger alleen of met andere personen, in de zin van artikel 46, zoals geraamd op de aankoopdatum van het terrein, mag evenwel niet hoger zijn dan het maximumbedrag waarin artikel 57*bis* voorziet;

2° de verkoopakte de bij artikel 55, eerste lid, 2°, geëiste meldingen bevat.

In dat geval wordt de akte in het gewoon recht geregistreerd, behoudens de teruggave bedoeld in artikel 58, na de voltooiing van de bouw.

Het maximaal kadastraal inkomen van het gebouwde goed en de aanhorigheden ervan is het inkomen bedoeld in artikel 53*bis*, eerste lid, 2°, al naar gelang de verschillen waarin die bepaling voorziet, maar mits vervanging van de datum van de verkoopakte door de datum waarop het kadastraal inkomen vastgelegd wordt na de voltooiing van de bouw."

Art. 11. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 57*bis*, luidend als volgt :

"Art. 57*bis*. § 1. Al naar gelang het gebouwde goed op 1 juli van het jaar dat voorafgaat aan dat van de koopovereenkomst van het terrein gelegen is in een gebied met een zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met een hoge vastgoeddruk, respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemotkoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie", of buiten die gebieden, wordt de in artikel 57, eerste lid, 1°, bedoelde verkoopwaarde van het geheel van het gebouwde goed vastgelegd op respectievelijk 210.000 EUR, 200.000 EUR en 191.000 EUR.

Voor genoemde maximale verkoopwaarden worden vanaf het jaar 2011 jaarlijks aan de evolutie van de consumptieprijzenindex aangepast d.m.v. volgende formule: bedrag voor het lopende jaar vermenigvuldigd met de index van de maand juni van een jaar en gedeeld door de index van de maand juni van het voorafgaande jaar.

De bedragen die van 1 januari tot 31 december van het volgende jaar toepasselijk zijn worden vanaf het jaar 2010 jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. Ook de lijst van de gemeenten gelegen in een gebied met zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met hoge vastgoeddruk, bedoeld in respectievelijk artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemotkoming van het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie" wordt door hetzelfde directoraat-generaal op 1 juli van een jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Waalse Regering kan de in het eerste lid bedoelde bedragen verhogen. Ze legt een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement over, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

§ 2. De in § 1 bedoelde maximumwaarde die op het gebouwde goed toepasselijk is, is de waarde die voor bedoelde gemeente van kracht is in de loop van het jaar van de verkoop van het terrein.

Wanneer het te koop aangeboden onroerend goed al het voorwerp is geweest van een in dit artikel bedoelde andere verkoop tussen dezelfde partijen en wanneer die verkoop bij overeenkomst is geannuleerd, vernietigd, ontbonden, herroepen of opgezegd binnen twaalf maanden voor bedoelde verkoop, zijn de maximumwaarde van § 1 en het statuut van bedoelde gemeente, toepasselijk op het gebouwde goed, die welke voor bedoelde gemeente van kracht zijn in de loop van het jaar van de voorheen geannuleerde, vernietigde, ontbonden, herroepen of opgezegde verkoop van het terrein."

Art. 12. In artikel 58 van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 december 1958, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

" In de gevallen bedoeld in de artikelen 56 en 57 wordt hetgeen boven het verlaagd recht werd geheven, teruggegeven op overlegging van een na de vaststelling van het kadastraal inkomen afgeleverd uittreksel uit de kadastrale legger, alsook, enkel in het geval van artikel 57, van het overzicht van de bouwkost van het goed en van een raming van de verkoopwaarde ervan, in de zin van artikel 46, zoals geraamd op de aankoopdatum van het terrein.

Het bij artikel 53bis vastgelegde toepasselijk maximum is datgene dat van kracht was op de datum van de akte van verkrijging."

Art. 13. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

"In geval van onjuistheid in de vermeldingen waarvan sprake in artikel 55, eerste lid, 2°, e), is artikel 204 toepasselijk."

Art. 14. Artikel 60 van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 60. Het voordeel van de vermindering bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, blijft alleen dan behouden zo de verkrijger, zijn echtgenoot of hun afstammelingen zelf de landeigendom uitbaten. Die uitbating dient aangevangen binnen een termijn van vijf jaar, die ingaat op de datum van de akte van verkrijging en minstens drie jaar zonder onderbreking voortgezet.

Het voordeel van de vermindering bedoeld in artikel 53, eerste lid, 2°, en van de vermindering bedoeld in artikel 57 blijft alleen dan behouden zo de verkrijger of zijn echtgenoot of wettelijke samenwonende ingeschreven is in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister op het adres van het verkregen onroerend goed.

Deze inschrijving moet geschieden binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van de datum van de authentieke akte van verkrijging en minstens drie jaar zonder onderbreking behouden blijven.

De verlaging blijft evenwel verkregen zo niet-nakoming van die voorwaarden het gevolg is van overmacht of van een dwingende reden van medische, familiale, professionele of sociale aard. Onder dwingende reden van medische aard in de zin van het vorige lid wordt verstaan o.a. een toestand waarin zorgen verleend moeten worden aan de verkrijger, zijn echtgeno(o)t(e), wettelijke samenwonende, afstammelingen of aan de afstammelingen van zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende en die ontstaan is na het verkrijgen van het onroerend goed, waardoor het voor die personen onmogelijk wordt om zich in het gebouw te vestigen, het uit te baten of erin te verblijven, zelfs met de hulp van het gezin of van een gezinshulporganisatie."

Art. 15. Artikel 61, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

" Indien de vermindering vervalt bij gebrek aan inschrijving binnen de termijn en gedurende de tijd bepaald bij artikel 60, tweede lid, of indien ze vervalt bij gebrek aan wederverkoop van een woninggebouw bedoeld in artikel 54, vierde lid, 2°, hetzij uiterlijk in de loop van het jaar van de authentieke akte van verkrijging van het gebouw dat in aanmerking kan komen voor de verlaging bedoeld in artikel 53, eerste lid, 2°, hetzij in de loop van het jaar van de eerste bezetting van het pand gebouwd op een terrein dat in aanmerking kan komen voor de verlaging bedoeld in artikel 57, is de verkrijger, naast het aanvullend recht, een daaraan gelijke vermeerdering verschuldigd."

Art. 16. De artikelen 3, 4, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 11 januari 1940 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten worden opgeheven.

Art. 17. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in de Eco-Bonus en in de Eco-Malus

Art. 18. Artikel 4 van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen wordt vervangen als volgt :

"Artikel 4. § 1. Als een autovoertuig, nieuw of gebruikt, pas in gebruik genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, een ander, nieuw of gebruikt, autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecobonus toegepast op het positieve verschil van de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig t.o.v. de CO₂-emissies van het vorige autovoertuig dat vervangen werd.

§ 2. Dit positieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt:

a) de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig en van het vervangen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "emissiecategorie van het autovoertuig" genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het autovoertuig	Emissiecategorie van het autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Als de rechthebbende drie kinderen ten laste heeft, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1, of met 2 als de rechthebbende minstens vier kinderen ten laste heeft op de datum waarop het voertuig in gebruik genomen wordt; de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de betrokkene bij de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als hebbende vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, ook verminderd met 1;

b) het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a), wordt van het cijfer dat voor de emissiecategorie van het oude autovoertuig staat afgetrokken d.m.v. onderstaande formule:

(emissiecategorie van het oude autovoertuig) - (emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a).

Als het resultaat van deze aftrekking een positief cijfer is, heeft de rechthebbende recht op de betaling door het Waalse Gewest van de ecobonus waarvan het bedrag bij artikel 5 wordt bepaald."

Art. 19. A. Artikel 5 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt:

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 en meer	400 EUR

In afwijking van deze tabel:

a) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), hoger is dan 4;

b) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), lager is dan 2;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk aan 2;

d) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 400 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk aan 3.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit § 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd. ”.

B. Artikel 5 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 wordt vervangen als volgt :

”Art. 5. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	100 EUR
2	150 EUR
3	200 EUR
4	250 EUR
5	300 EUR
6	350 EUR
7 en meer	400 EUR

In afwijking van deze tabel :

a) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), hoger is dan 4;

b) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), lager is dan 2;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk is aan 2;

d) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 400 EUR als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk is aan 3.

e) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als het autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen een nieuw autovoertuig is waarvan de catalogusprijs hoger is dan 20.000 EUR, excl. BTW en excl. opties, waarbij dat bedrag met 5.000 EUR verhoogd wordt wanneer de rechthebbende minstens drie kinderen ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende minstens één gehandicapt kind ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende zelf een gehandicapte persoon is; afwijkingshalve wordt genoemde catalogusprijs van 20.000 EUR tot 30.000 EUR verhoogd wanneer:

- hetzij een hybride elektrisch voertuig in de zin van artikel 1, § 2, 43^o, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, voor zover de categorie van dat nieuw autovoertuig dat onlangs in gebruik is genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest gelijk is aan 1;

- hetzij een voertuig waarvan de enige energiebron elektriciteit is.

De catalogusprijs is de prijs die door de bouwheer of diens mandataris in de Staat van aankoop van het voertuig was vastgelegd op de datum van de ingebruikneming ervan, voor de verkoop aan de gebruiker van nieuwe voertuigen en van nieuwe gemengde voertuigen van hetzelfde type, vermenigvuldigd met de coëfficiënt verkregen na opdeling van het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar 2007 door het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar dat voorafgaat aan de ingebruikneming van bedoeld voertuig.

Als gehandicapt in de zin van deze bepaling wordt beschouwd elke persoon waarvan het lichamelijk of geestelijk vermogen op de datum van ingebruikneming van het voertuig wegens één of meer aandoeningen voor minstens 66 % gebrekkig of verminderd is; worden verondersteld dergelijke gehandicapte personen te zijn op de datum van ingebruikneming van het voertuig, behoudens bewijs van het tegenovergestelde te leveren door de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt, de personen:

- voor wie de rechthebbende aanspraak kan maken op de kinderbijslag of op de gegarandeerde gezinsprestaties, met toekenning van een toeslag bovenop het bedrag van die kinderbijslag of gegarandeerde gezinsprestaties, overeenkomstig, al naar gelang van het geval, artikel 20, § 2, § 2bis en § 3, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, of artikel 47 van het koninklijk besluit van 19 december 1939 houdende coördinatie van de wetten betreffende de kindertoelagen voor loonarbeiders, op de datum van ingebruikneming van het voertuig;

- of van wie de handicap recht geeft op de vrijstelling van het kijkgeld, overeenkomstig artikel 19, eerste lid, 3^o tot 6^o, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit § 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd.”

Art. 20. Artikel 6 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 wordt vervangen als volgt :

”Art. 6. § 1. Als een autovoertuig, nieuw of gebruikt, onlangs in gebruik genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, geen ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecobonus toegepast op het positieve verschil van de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig t.o.v. de CO₂-emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht.

§ 2. Dit positieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt:

a) de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissioniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elke CO₂-emissioniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "emissie categorie van het nieuwe autovoertuig" genoemd.

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Als de rechthebbende drie kinderen ten laste heeft, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van bovenstaande tabel, verminderd met 1, of met 2 wanneer de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig minstens vier kinderen ten laste heeft; de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de betrokkene bij de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, ook verminderd met 1;

b) de CO₂-emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht, worden ingedeeld volgens de CO₂-emissioniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissioniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen" genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht	gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14

I	II
CO ₂ -emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht	gemiddelde emissiecategorie van de autovoertuigen
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

c) het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a), wordt afgetrokken van het cijfer dat voor de gemiddelde emissiecategorie van de autovoertuigen staat d.m.v. onderstaande formule:

(gemiddelde emissiecategorie van de autovoertuigen) (emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a)).

Als het resultaat van deze aftrekking een positief cijfer is, heeft de rechthebbende recht op de betaling door het Waalse Gewest van de ecobonus, waarvan het bedrag bij artikel 7 wordt bepaald."

Art. 21. A. Artikel 7 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt:

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 en meer	400 EUR

In afwijking van deze tabel :

a) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), hoger is dan 4;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), lager is dan 2;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk aan 2;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 400 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk aan 3.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit § 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd."

B. Artikel 7 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	0 EUR
2	0 EUR
3	0 EUR
4	200 EUR
5 en meer	400 EUR

In afwijking van deze tabel :

a) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), hoger is dan 4;

b) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), lager is dan 2;

c) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk is aan 2;

d) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 400 EUR als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, nieuw of gebruikt, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 6, § 2, a), gelijk is aan 3.

e) is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 EUR als het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig een nieuw autovoertuig is waarvan de catalogusprijs hoger is dan 20.000 EUR, excl. BTW en excl. opties, waarbij dat bedrag met 5.000 EUR verhoogd wordt wanneer de rechthebbende minstens drie kinderen ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende minstens één gehandicapt kind ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende zelf een gehandicapte persoon is; afwijkingshalve wordt genoemde catalogusprijs van 20.000 EUR tot 30.000 EUR verhoogd wanneer bedoeld voertuig:

- hetzij een hybride elektrisch voertuig is in de zin van artikel 1, § 2, 43°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, voor zover de categorie van dat nieuw autovoertuig dat onlangs in gebruik is genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest gelijk is aan 1;

- hetzij een voertuig is waarvan de enige energiebron elektriciteit is.

De catalogusprijs is de prijs die door de bouwheer of diens mandataris in de Staat van aankoop van het voertuig was vastgelegd op de datum van de ingebruikneming ervan, voor de verkoop aan de gebruiker van nieuwe voertuigen en van nieuwe gemengde voertuigen van hetzelfde type, vermenigvuldigd met de coëfficiënt verkregen na opdeling van het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar 2007 door het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar dat voorafgaat aan de ingebruikneming van bedoeld voertuig.

Als gehandicapt in de zin van deze bepaling wordt beschouwd elke persoon waarvan het lichamelijk of geestelijk vermogen op de datum van ingebruikneming van het voertuig wegens één of meer aandoeningen voor minstens 66 % gebrekkig of verminderd is; worden verondersteld dergelijke gehandicapte personen te zijn op de datum van ingebruikneming van het voertuig, behoudens bewijs van het tegenovergestelde te leveren door de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt, de personen :

- voor wie de rechthebbende aanspraak kan maken op de kinderbijslag of op de gegarandeerde gezinsprestaties, met toekenning van een toeslag bovenop het bedrag van die kinderbijslag of gegarandeerde gezinsprestaties, overeenkomstig, al naar gelang van het geval, artikel 20, § 2, § 2bis en § 3, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, of artikel 47 van het koninklijk besluit van 19 december 1939 houdende coördinatie van de wetten betreffende de kindertoelagen voor loonarbeiders, op de datum van ingebruikneming van het voertuig;

- of van wie de handicap recht geeft op de vrijstelling van het kijkgeld, overeenkomstig artikel 19, eerste lid, 3° tot 6°, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit § 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd."

Art. 22. In artikel 11 van hetzelfde decreet van 17 januari 2008 worden de woorden " tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003" vervangen door de woorden "Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst (afgekort DGO7)".

Art. 23. In artikel 97, tweede lid, van het Wetboek betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

" - de tweede, "ecomalus" genoemd, op grond van de categorie van CO₂-emissies van de gebruikte autovoertuigen, hetzij in geval van negatief verschil van de CO₂-emissies door de autovoertuigen die in gebruik genomen worden, hetzij t.o.v. het vorige autovoertuig dat vervangen is, hetzij, bij gebreke daarvan, t.o.v. het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer zijn gebracht, hetzij alleen op basis van de categorie van CO₂-emissies door de onlangs in gebruik genomen autovoertuigen."

Art. 24. In artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, wordt § 3 vervangen als volgt:

"§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik bedoeld in artikel 94, 1°, die in gebruik genomen worden door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon, "ecomalus" genoemd, wordt berekend:

- overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies, als het gaat om de bovenvermelde personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik, gebruikt, die pas ingeschreven zijn ter vervanging van een oud autovoertuig dat niet meer door de belastingplichtige gebruikt wordt; dit geldt voor een onlangs onder een bestaande kentekenplaat ingeschreven voertuig;

- overeenkomstig de artikelen 97sexies en 97septies, als het gaat om de bovenvermelde personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik, gebruikt, die onlangs onder een nieuwe kentekenplaat ingeschreven zijn;

- overeenkomstig de artikelen 97octies en 97nonies, als het gaat om de bovenvermelde personenauto's en de auto's, nieuw, voor dubbel gebruik die onlangs ingeschreven zijn ter vervanging van een oud autovoertuig dat niet meer door de belastingplichtige gebruikt wordt of van nieuwe voertuigen die onlangs onder een nieuwe kentekenplaat ingeschreven zijn.

Art. 25. In artikel 97ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° worden de woorden "Tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit, opgericht bij besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003" vervangen door de woorden "Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst (afgekort DGO7)";

2° er worden een 6° en een 7° toegevoegd, luidend als volgt:

" 6° "nieuw autovoertuig" : autovoertuig dat hoogstens twee jaar geleden gebouwd werd, dat niet meer dan 300 km op de teller toont en dat nog niet is ingeschreven in België of elders;

7° "gebruikt autovoertuig" : autovoertuig dat geen nieuw voertuig is;"

Art. 26. In Titel V, hoofdstuk IV, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt § 2, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, vervangen als volgt :

" § 2. Berekening van de ecomalus in geval van ingebruikneming van een gebruikt autovoertuig ter vervanging van een ander autovoertuig.

Art. 97^{quater}. § 1. Als een onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig een ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op grond van de categorie van de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig.

Wanneer de CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen voertuig evenwel lager zijn dan 226 gr CO₂, is de ecomalus slechts van toepassing in geval van negatief verschil van de CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig t.o.v. de CO₂-emissies van het vervangen vorige autovoertuig.

Dit negatieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt :

a) de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig en van het vervangen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "emissiecategorie van het autovoertuig" genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het autovoertuig	Emissiecategorie van het autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft.

De Minister van Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1;

b) het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a), wordt afgetrokken van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het oude autovoertuig d.m.v. volgende formule :

(emissiecategorie van het oude autovoertuig) - (emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a)).

Als de CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig lager zijn dan 226 gr CO₂, is het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, ecomalus; genoemd, het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97^{quinquies}, ten opzichte van het cijfer dat staat voor de categorie CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2, a), waarbij de toepassing slechts gemaakt wordt in geval van negatief verschil van de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, ten opzichte van de CO₂-emissies van het vervangen autovoertuig.

Art. 97quinquies. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97quater, § 2, a), derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 en 18	1.500 EUR

In afwijking van deze tabel :

a) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.000 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen is, gelijk is aan 15;

b) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 16;

c) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.500 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, hoger is dan 16;

d) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 EUR voor de voertuigen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren en ingeschreven onder het specifieke kenteken bepaald bij artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

Dit bedrag van de ecomalus vormt met het eerste bestanddeel van de belasting vermeld in artikel 97, tweede lid, de verkeersbelasting op de gebruikte autovoertuigen die onlangs ter vervanging van een ander autovoertuig in gebruik zijn genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 27. In Titel V, hoofdstuk IV, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt § 3, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, vervangen als volgt :

“§ 3. Berekening van de ecomalus in geval van ingebruikneming van een gebruikt autovoertuig, bij gebrek aan vervanging van een ander autovoertuig.

Art. 97sexies. § 1. Wanneer een gebruikt autovoertuig dat onlangs in gebruik is genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest geen ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op basis van de categorie van de CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig.

Wanneer de CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen voertuig evenwel lager zijn dan 226 gr CO₂, is de ecomalus slechts van toepassing op die voertuigen in geval van negatief verschil van de CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig, t.o.v. de CO₂-emissies van het gemiddelde van de in gebruik genomen autovoertuigen.

§ 2. Dit negatieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt :

a) de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel..

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft; de Minister van Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1;

b) de CO₂-emissies van het gemiddelde van de in gebruik genomen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissioniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissioniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht	gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

c) het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a), wordt afgetrokken van het cijfer dat staat voor de gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen d.m.v. volgende formule :

(gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen) - (emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig a)).

§ 3. Als de CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig lager zijn dan 226 gr CO₂, is het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, ecomalus genoemd, het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97septies, ten opzichte van de CO₂-emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2, a), waarbij de toepassing slechts gemaakt wordt in geval van negatief verschil van de CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, ten opzichte van de CO₂-emissies van het gemiddelde van de in het verkeer gebrachte autovoertuigen.

Art. 97septies. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97sexies, § 2, a), derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 en 18	1.500 EUR

In afwijking van deze tabel:

a) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.000 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 15;

b) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 16;

c) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.500 EUR als de categorie van het gebruikte autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, hoger is dan 16;

d) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 EUR voor de voertuigen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren en ingeschreven onder het specifieke kenteken bepaald bij artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2301 betreffende de inschrijving van voertuigen.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

Dit bedrag van de ecomalus vormt met het eerste bestanddeel van de belasting vermeld in artikel 97, tweede lid, de verkeersbelasting op de gebruikte autovoertuigen die onlangs ter vervanging van een ander autovoertuig in gebruik zijn genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest."

Art. 28. In Titel V, hoofdstuk IV, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

" § 3bis. Berekening van de ecomalus in geval van ingebruikneming van een nieuw autovoertuig.

Art. 97octies. § 1. Wanneer een nieuw autovoertuig in gebruik is genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, ongeacht of het al dan niet een ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op basis van de categorie van de CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig.

§ 2. De CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft; de Minister van Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstof type of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, ecomalus genoemd, is het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97*nomies*, ten opzichte van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2.

Art. 97*nomies*. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97 <i>octies</i> , § 2, a), derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
8	100 EUR
9	175 EUR
10	250 EUR
11	375 EUR
12	500 EUR
13	600 EUR
14	700 EUR
15	1.000 EUR
16	1.200 EUR
17 en 18	1.500 EUR

In afwijking van deze tabel :

a) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.000 EUR als de categorie van het nieuwe autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 15;

b) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.200 EUR als de categorie van het nieuwe autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 16;

c) is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 1.500 EUR als de categorie van het nieuwe autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, hoger is dan 16.

De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen en categorieën bedoeld in het eerste en het tweede lid. Ze zal een ontwerp van decreet tot bekrachtiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement overleggen, onmiddellijk indien het vergadert, zo niet bij de opening van de eerstkomende zitting.

Dit bedrag van de ecomalus vormt met het eerste bestanddeel van de belasting vermeld in artikel 97, tweede lid, de verkeersbelasting op de nieuwe autovoertuigen die onlangs ter vervanging van een ander autovoertuig in gebruik zijn genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest."

Art. 29. In artikel 97*octies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008, dat artikel 97*dexies* wordt, worden de woorden "Tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit, opgericht bij besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003" vervangen door de woorden "Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst (afgekort DGO7)".

Art. 30. De artikelen 3, 4 en 5, tweede lid, van het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen in het Wetboek betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden opgeheven.

Art. 31. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010, met uitzondering van:

- de artikelen 19, B., en 21, B., die in werking treden op de door de Waalse Regering bepaalde datum, uiterlijk 1 januari 2010;

- de artikelen 22, 25, 1^o, en 29, die in werking treden op 1 juli 2009;

- artikel 30, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Kijkgeld*

Art. 32. De artikelen 7, B., 10 en 11, tweede streepje, van het programmadecreet van 18 december 2008 inzake Waalse fiscaliteit worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Belasting op de spelen en weddenschappen en belasting op de automatische ontspanningstoestellen*

Art. 33. Artikel 80, § 1, van het Wetboek betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Het bedrag van de belasting is vastgelegd als volgt :

Categorie van toestellen	Bedrag van de belasting
A	1.700 EUR
B	1.100 EUR
C	350 EUR
D	250 EUR
E	150 EUR

De bedragen van voornoemde belastingen worden jaarlijks vanaf de aanslagperiode 2011 gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2010 worden de bedragen te innen voor de aanslagperiode die ingaat op 1 januari van het volgende jaar, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 34. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010. Het is toepasselijk vanaf het boekjaar 2010.

HOOFDSTUK VI. — *Gewestelijke belasting op automaten*

Art. 35. Artikel 4, § 1, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

“§ 1. “§ 1. Het bedrag van de belasting is vastgelegd als volgt :

1° voor geldautomaten en geautomatiseerde loketten: 2.500 euro per geldautomaat of geautomatiseerd loket;

2° voor volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen: 700 euro per slangkraan ;

3° wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt: 1.000 euro per meter.

De bedragen van voornoemde belastingen worden jaarlijks vanaf de aanslagperiode 2010 aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2010 worden de voor de lopende aanslagperiode te innen bedragen, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maanden juni van het jaar van de bekendmaking en van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 36. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“Elke belastingplichtige moet jaarlijks aangifte doen van het aantal belastbare toestellen die in de loop van een periode van het voorafgaande jaar geplaatst en uitgebaat werden. De aangifte moet uiterlijk 30 april van het jaar na het jaar waarop ze betrekking heeft gericht of afgegeven worden aan de door de Waalse Regering aangewezen dienst. ”

Art. 37. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het is toepasselijk vanaf de aanslagperiode 2009.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen inzake schenkingsrechten en successierechten*

Art. 38. In artikel 140bis van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt 1° aangevuld als volgt :

“In geval van overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, afgezien van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen, een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de schenker alleen of samen met andere personen op de dag van de schenking een landbouwactiviteit uitoefent op voorwaarde dat die gronden op de datum van de schenking het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is de onderneming, in de zin van de voorwaarden bedoeld in § 2, 1°, en in artikel 140quinquies, § 1, 1°, 2° en 3°, het landbouwbedrijf van de begiftigde, effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden.”;

2° in § 2 :

a) wordt 2° vervangen als volgt :

“2° indien het gaat om effecten en schuldvorderingen bedoeld in § 1, 2°, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de authentieke schenkingsakte moet de overdracht bevatten van effecten die minstens 10 % van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigen, op de datum van de authentieke schenkingsakte;

- als het geheel van de bij bedoelde authentieke akte overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering, moet bovendien voor minstens 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor een periode van minimum vijf jaar, te rekenen van de datum van de authentieke schenkingsakte. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 140*quinquies*, § 1.

Dit streepje is evenwel niet toepasselijk als het geheel van de stemrechten van de algemene vergadering in het bezit van de schenker, zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, door de bloedverwanten in de opgaande lijn of de afstammelingen van de schenker en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, door broers en zusters van de schenker en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, en door de afstammelingen van de broers en zusters van de schenker en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, minstens 50 % bereikt op de dag van de schenking;";

b) wordt 3° vervangen als volgt :

"3° de begiftigde die om de toepassing van het verlaagde recht verzoekt, moet aan de bevoegde ontvanger een door de Waalse Regering afgeleverd attest overmaken waaruit blijkt dat de begiftigden die er in vermeld worden de gestelde voorwaarden vervullen. Wanneer het attest niet uiterlijk tegelijkertijd met de registratie van de akte aan de ontvanger overgemaakt wordt, worden de rechten berekend op basis van het tarief bedoeld in de artikelen 131 tot 140, onder voorbehoud van een teruggave onder de voorwaarden bedoeld in artikel 209, 7°; in dit geval zijn de artikelen 140*bis* tot 140*octies* toepasselijk op de goederen waarvoor het recht teruggegeven wordt.

Voor de toepassing van deze onderafdeling wordt de begiftigde die om de toepassing van het verlaagde recht verzoekt en houder van dat attest is "opvolger" genoemd.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanvraag en de afgifte van genoemd attest, alsook de stukken die erbij gevoegd moeten worden."

Art. 39. In artikel 140*quater* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden " Indien een van de onder artikel 140*bis* gestelde voorwaarden uiterlijk bij de aanbidding van de akte ter registratie niet is vervuld " vervangen door de woorden "Indien uiterlijk wanneer de akte ter registratie overgelegd wordt niet voldaan is aan één van de bij artikel 140*bis* gestelde voorwaarden";

2° deze bepaling wordt aangevuld met de woorden ", onder voorbehoud van een teruggave onder de voorwaarden bedoeld in artikel 209, 7°".

Art. 40. In artikel 140*quinquies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009,:

1° luidt 4° als volgt :

"4° de opvolgers die niet aangeboden hebben om het verschuldigde recht zoals bedoeld in artikel 140*sexies* te betalen, verstrekken na afloop van de periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte bedoeld in 1° tot 4° hierboven, een getekende verklaring waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in 1° tot 4° hierboven en in het tweede lid 2 nog steeds vervuld zijn. De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten van die verklaring, alsook de stukken die erbij gevoegd moeten worden;";

a) wordt 5° vervangen als volgt :

"5° op elk verzoek van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren in de loop van de periode van vijf jaar die ingaat op de datum van de authentieke schenkingsakte bedoeld in 1° tot 4° hierboven, geven de opvolgers die niet voorgesteld hebben om het verschuldigde recht zoals bedoeld in artikel 140*sexies* te betalen, schriftelijk kennis binnen de maand van de datum van verzending van de aanvraag, waarbij die termijn om billijke redenen verlengd kan worden, van de gegevens waaruit blijkt dat de voorwaarden om het verlaagde recht te genieten vervuld blijven, wanneer uit bewijzen kan worden afgeleid dat de voorwaarden bedoeld 1° tot 4° hierboven of in het tweede lid niet meer vervuld zouden zijn. De aanvraag bevat die gegevens waaruit kan worden afgeleid dat de voorwaarden bedoeld in 1° tot 4° hierboven of in het tweede lid niet meer vervuld zouden zijn."

Art. 41. In artikel 60*bis* van het Wetboek van successierechten, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1°, wordt aangevuld met volgend lid :

"In geval van successorale overdracht van landbouwgronden aan de uitbater of medeuitbater van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, alsook in rechtstreekse lijn, tussen echtgenoten en wettelijke samenwonenden, worden die gronden, afgezien van de overdracht van elke quotiteit van de landbouwactiviteit die er uitgeoefend wordt, desalniettemin beschouwd als goederen die een universaliteit van goederen of een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de de cujus, alleen of samen met andere personen, op de overlijdensdatum een landbouwactiviteit uitoefende, op voorwaarde dat die goederen op de overlijdensdatum het voorwerp van een pacht uitmaken overeenkomstig Afdeling 3 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval is de onderneming, in de zin van de voorwaarden van § 1*bis*, 1°, en van § 3, 1°, 2° en 3°, het landbouwbedrijf van de erfgenaam, legataris of begiftigde, effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op zijn goederen uitgeoefend wordt, waarbij die onderneming beschouwd wordt in haar geheel en in haar toestand na overdracht van de gronden;";

2° § 1*bis* wordt vervangen als volgt :

" 2° als het gaat om de effecten en schuldvorderingen bedoeld in § 1, 2°, moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

- het geheel van de overgedragen effecten moet op de overlijdensdatum minstens 10 % van de stemrechten in de algemene vergadering bedragen;

- als het geheel van de bij bedoelde successie overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering, moet bovendien een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor een minimumperiode van vijf jaar die ingaat op de overlijdensdatum, en betrekking hebben op minstens 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 3.

Dit streepje is evenwel niet toepasselijk als het geheel van de stemrechten van de algemene vergadering in het bezit van de overledene, zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, door de bloedverwanten in de opgaande lijn of de afstammelingen van de overledene en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, door broers en zusters van de overledene en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, en door de afstammelingen van de broers en zusters van de overledene en zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, alsook hun echtgenoten of wettelijke samenwonenden, minstens 50 % bereikt op de dag van het overlijden; ”.

Art. 42. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 38, 2°, tweede streepje, en van artikel 40, die in werking treden op 1 januari 2010.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot omschrijving van de wettelijke samenwonende in het Waals fiscaal recht*

Art. 43. Het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld met een artikel 50bis, luidend als volgt:

”Art. 50bis. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, de persoon die zich op het moment van de overdracht in een huwelijksrelatie met de verkrijger bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de overdracht in een huwelijksrelatie met de verkrijger bevond overeenkomstig Hoofdstuk III van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht;

- wettelijke samenwonende: de persoon die op het moment van de overdracht bij de verkrijger woonachtig was en zich met hem in een huwelijksrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titel Vbis, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op het moment van de overdracht bij de verkrijger woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats bij de verkrijger had, in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht, en zich met hem in een huwelijksrelatie bevond overeenkomstig Hoofdstuk IV van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht.”

Art. 44. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek wordt het laatste lid vervangen als volgt :

”Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende: de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig Hoofdstuk III van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht;

- wettelijke samenwonende: de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was en zich met hem in een wettelijke samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titel Vbis, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats bij de schenker had, in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht, en zich met hem in een samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig Hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek.”

Art. 45. In het Wetboek van de successierechten luidt artikel 3 als volgt :

”Art. 3. Voor de toepassing van Boek I van dit Wetboek wordt verstaan onder :

- echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende: onverminderd artikel 50, de persoon die zich op het moment van de opening van de successie in een huwelijksrelatie met de overledene bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de opening van de successie in een huwelijksrelatie met de overledene bevond overeenkomstig Hoofdstuk III van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht;

- wettelijke samenwonende: de persoon die op het moment van de opening van de successie bij de overledene woonachtig was en zich met hem in een wettelijke samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titel Vbis, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op het moment van de opening van de successie bij de overledene woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats bij de overledene had, in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht, en zich met hem in een samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig Hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek.”

Art. 46. In artikel 48 van het Wetboek van successierechten, wordt het laatste lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 14 november 2001, opgeheven.

Art. 47. Artikel 100, § 2, tweede lid, van het Wetboek betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen vervangen door volgend lid :

” Voor de toepassing van de maatregel bedoeld in het eerste lid wordt verstaan onder :

- ”echtgeno(o)t(e)”: de persoon die zich op het moment van de nieuwe inschrijving in een huwelijksrelatie met de houder van de vorige inschrijving bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de nieuwe inschrijving in een huwelijksrelatie met de houder van de vorige inschrijving bevond overeenkomstig Hoofdstuk III van het Wetboek van Internationaal privaatsrecht;

- "wettelijke samenwonende": de persoon die op de datum van de nieuwe inschrijving bij de houder van de vorige inschrijving woonachtig was en zich met hem in een huwelijksrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titel *Vbis*, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op de datum van de nieuwe inschrijving woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats had bij de houder van de vorige inschrijving, in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Internationaal privaet recht, en zich met hem in een samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig Hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek.;"

- "stopzetting van de wettelijke samenwoning": het einde van het statuut van wettelijke samenwonenden ingevolge een verklaring van stopzetting van wettelijke samenwoning, opgemaakt overeenkomstig artikel 1476, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, alsook het einde van de samenwoningsrelatie overeenkomstig Hoofdstuk IV van het Wetboek van Internationaal privaet recht."

Art. 48. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

HOOFDSTUK IX. — *Budgettaire compensatie ten gunste van de gemeenten en provincies*

Art. 49. In afwijking, desgevallend, van sommige bepalingen van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, wordt het bedrag van de compensaties die voor de jaren 2010 en volgende aan het geheel van de gemeenten jaarlijks toegekend hadden moeten worden in het kader van de maatregelen bepaald bij of krachtens de hoofdstukken IV tot VI van genoemd decreet, vervangen door een jaarlijkse compensatie ten laste van de begroting van de Waalse Regering waarvan het globale bedrag gelijk is aan het bedrag van de compensaties die aan de gemeente toegekend hadden moeten worden, jaarlijks berekend op basis van de reële verliezen, waarvan de bedragen afgetrokken worden die de gemeente heeft ontvangen overeenkomstig de wijziging van artikel 257, eerste lid, 1^o en 4^o, van het Wetboek van de inkomsten 1992 bepaald bij artikel 2 van dit decreet.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van dit artikel en zorgt ervoor dat de budgettaire neutraliteit t.o.v. de gemeenten in acht genomen wordt.

Art. 50. In afwijking, desgevallend, van sommige bepalingen van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, wordt het bedrag van de compensaties die voor de jaren 2010 en volgende aan het geheel van de provincies jaarlijks toegekend hadden moeten worden in het kader van de maatregelen bepaald bij of krachtens de hoofdstukken IV tot VI van genoemd decreet, vervangen door een jaarlijkse compensatie die voorkomt uit de bedragen die de provincies ontvangen hebben overeenkomstig de wijziging van artikel 257, eerste lid, 1^o en 4^o, van het Wetboek van de inkomsten 1992 bepaald bij artikel 2 van dit decreet.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van dit artikel. Om desgevallend te zorgen voor de budgettaire neutraliteit, wordt de dotatie die aan het "Fonds des Provinces" toegekend wordt, verminderd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 118 (2009-2010). Nrs. 1 en 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.

Bespreking - Stemmingen.